

Implications et application du principe de la présomption d'innocence en droit français

Aurélie Bergeaud-Wetterwald
Professeur de droit privé et sciences criminelles
Université de Bordeaux

« *Quand l'innocence des citoyens n'est pas assurée, la liberté ne l'est pas non plus* »
(Montesquieu, *De L'esprit des lois*, Livre XII, chap. II.)

1. Traditionnellement présentée comme une règle fondamentale et indispensable dans une société démocratique, la présomption d'innocence est un principe solidement affirmé en droit français.

Historiquement, le premier texte à s'y référer est l'article 9 de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 : « Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi ». La Révolution française rappelle ainsi solennellement l'existence de la présomption d'innocence pour interdire toute forme d'arrestation arbitraire et mettre ainsi fin aux pratiques abusives de la monarchie. Portée par la doctrine pénaliste, la présomption d'innocence va devenir un principe fondateur et directeur du procès pénal ; un principe si évident que durant plus de deux siècles, le Code de procédure pénale n'en fera pas mention comme si le fait de l'inscrire dans un texte de loi était superflu. En 2000, une importante réforme de la procédure pénale française¹ va cependant consacrer, au sein d'un article préliminaire au Code de procédure pénale, différents principes fondamentaux, dont celui de la présomption d'innocence : « toute personne suspectée ou poursuivie est présumée innocente tant que sa culpabilité n'a pas été établie ».

Dotée d'une valeur constitutionnelle², la présomption d'innocence est également protégée par le droit européen. D'une part, par la Convention européenne des droits de l'homme qui énonce dans son article 6§2 que « toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie » ; d'autre

¹ Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes.

² En se référant à l'article 9 de la Déclaration des droits de l'Homme de 1789, le Conseil constitutionnel reconnaît, dans une décision du 8 juillet 1989, que la présomption d'innocence est protégée par notre droit constitutionnel (Déc. n° 89-258 DC, 8 juill. 1989, §10).

part, par le droit de l'Union européenne à travers la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne³ et, plus récemment, une directive européenne du 9 mars 2016⁴.

2. Mais cette reconnaissance par les textes et la valeur fondamentale que le droit français lui reconnaît permettent-elles de protéger concrètement et efficacement la présomption d'innocence des personnes suspectées ou poursuivies dans le cadre d'une procédure pénale ? Quel est le véritable poids de ces déclarations solennelles lorsqu'un individu, soupçonné d'avoir commis un crime, est placé en détention provisoire pendant plusieurs mois, voire plusieurs années⁵ dans l'attente de son procès, que son identité et son visage sont dévoilés dans la presse avec le détail des faits qui lui sont reprochés ? Cet individu, que les textes proclament « présumé innocent » n'est-il pas en réalité déjà traité comme un coupable, ainsi privé de sa liberté et atteint dans son honneur ? La présomption d'innocence ne serait-elle alors qu'une formule creuse, une coquille vide illustrant le fossé qui existe entre les textes et leur application ?

Robert Badinter, célèbre avocat, ancien Ministre de la Justice et fervent défenseur de la présomption d'innocence reconnaît qu'il s'agit d'« un principe dont l'invocation n'a pas toujours suffi à garantir le respect »⁶. Mais pour apprécier la réalité de l'application du principe, encore faut-il comprendre ce qu'induit la présomption d'innocence, autrement dit, quelles sont ses implications.

3. Si le droit français consacre pleinement la présomption d'innocence, il n'en donne aucune définition précise, se limitant à énoncer que toute personne suspectée d'avoir commis une infraction est présumée innocente tant que sa culpabilité n'a pas été établie. Se refusant à toute définition, le droit français n'identifie pas non plus de manière claire toutes les implications du principe de la présomption d'innocence.

Dans la littérature juridique classique, la présomption d'innocence est souvent présentée comme « un principe général du droit procédural en vertu duquel est organisée la stratégie du procès pénal »⁷. Autrement dit il s'agirait plus d'une manière de penser un système que d'une règle précise : l'ensemble de la procédure pénale gravite autour de la présomption d'innocence. Naturellement, une telle affirmation ne saurait se suffire à elle-même et il est nécessaire de comprendre quelle est la signification juridique du principe.

4. De manière générale, la présomption d'innocence signifie que, dans le cours d'un procès pénal, l'individu mis en cause est considéré comme innocent tant que la preuve de sa culpabilité n'a pas été définitivement établie par une juridiction. On retrouve ici le

³ Art. 48§1 : « *Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie* ».

⁴ Directive (UE) 2016/343 du parlement européen et du conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (art. 3 : « Les États membres veillent à ce que les suspects et les personnes poursuivies soient présumés innocents jusqu'à ce que leur culpabilité ait été légalement établie »).

⁵ En matière délictuelle, la détention provisoire peut, dans certains cas, atteindre une durée de 2 ans et 4 mois.

En matière criminelle, la durée maximum peut aller jusqu'à 4 ans si des faits constitutifs ont été commis à l'étranger ou s'il s'agit d'infractions graves (criminalité organisée, terrorisme) cette durée pouvant être exceptionnellement allongée de 8 mois supplémentaires.

⁶ R. Badinter, « La présomption d'innocence, histoire et modernité », in *Le droit privé français à la fin du XXe siècle : Etudes offertes à P. Catala*, Litec, 2001, p. 133.

⁷ R. Merle et A. Vitu, *Traité de droit criminel. Procédure pénale*, 5^e éd., Cujas, 2001, n° 143.

sens courant du terme « présomption » qui renvoie à l'opinion par laquelle on tient pour vraisemblable ce qui n'est que probable. Cela ne signifie pas que l'individu est innocent mais que l'on présume qu'il l'est jusqu'à preuve du contraire.

De ce postulat, découlent plusieurs règles techniques reposant toutes sur l'idée que la personne mise en cause ne doit pas être *traitée juridiquement* comme un coupable durant son procès. A ce titre, la présomption d'innocence apparaît comme un principe protecteur qui bénéficie à la personne poursuivie et qui s'impose aux autorités policières et judiciaires intervenant au cours de la procédure.

5. Cependant, cette protection d'ordre purement procédural est apparue insuffisante. En effet, les atteintes à la présomption d'innocence viennent le plus souvent, non pas des acteurs de la procédure, mais des commentateurs des procédures en cours, spécialement de la presse qui diffuse toutes les informations relatives à une affaire au risque de faire passer aux yeux de l'opinion publique une personne simplement mise en cause pour un coupable déjà désigné. Le secret de l'enquête et de l'instruction n'étant que très peu respecté en pratique, le législateur est intervenu en 1993 pour donner à la présomption d'innocence une dimension et un sens nouveau afin que les personnes mises en cause dans une procédure pénale ne soient pas *traitées publiquement* comme des coupables tant que cette culpabilité n'a pas été définitivement reconnue par une juridiction.

Cette protection de la réputation et de l'honneur s'est concrétisée par la reconnaissance d'un droit au respect de la présomption d'innocence au sein du Code civil⁸. En affirmant que « chacun a droit au respect de la présomption d'innocence », la loi protège non pas une réalité mais une apparence, à savoir le fait que tout individu doit être considéré comme innocent et présenté comme tel tant que la justice n'a pas établi le contraire de manière irrévocable.

6. La présomption d'innocence n'est donc plus simplement un principe procédural porteur de garanties en matière pénale ; elle est devenue un véritable droit substantiel attaché à la personne et opposable à tous, spécialement aux médias. Elle prend ainsi les traits d'un droit de la personnalité bénéficiant d'une protection civile. Mais la question est là encore de savoir si ce régime de protection prévu par les textes est doté d'une réelle efficacité en pratique.

Pour apprécier l'application de la présomption d'innocence en droit français, il convient donc de distinguer ses deux formes d'expression à travers d'une part ses implications procédurales (I) et d'autre part ses implications substantielles (II).

I. Les implications procédurales de la présomption d'innocence

7. La doctrine pénaliste française a commencé à s'intéresser à la notion de présomption d'innocence à travers la question de la preuve. Parce que la personne poursuivie est présumée innocente, il appartient à l'accusation (le ministère public) de détruire cette présomption en faisant la démonstration de sa culpabilité (A). Ce sens donné à la présomption d'innocence n'était pourtant pas celui évoqué dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789 qui, sur le fondement de cette présomption, interdisait toute forme

⁸ Article 9-1 du Code civil

d'arrestation injustifiée avant jugement. La présomption d'innocence a ici valeur de garantie procédurale. On retrouve aujourd'hui cette signification dans plusieurs règles de procédure qui confèrent à la personne poursuivie un statut protecteur (B).

A. La présomption d'innocence expression d'une règle de preuve

8. Il est traditionnellement enseigné en droit français que la présomption d'innocence a d'abord pour effet de désigner qui doit supporter la charge de la preuve dans un procès pénal (1). Cette signification technique s'est enrichie d'un sens plus fondamental justifiant que celui qui est présumé innocent bénéficie du droit de ne pas contribuer à sa propre accusation (2).

1) Présomption d'innocence et attribution de la charge de la preuve.

9. En vertu de la présomption dont elle bénéficie, la personne poursuivie n'a pas à faire la preuve de son innocence. Au contraire, il appartient au ministère public, partie poursuivante, de prouver la culpabilité en établissant l'existence des différents éléments constitutifs de l'infraction. Il incombe également au ministère public de démontrer l'absence de causes susceptibles d'exclure la responsabilité pénale telles que l'amnistie ou la prescription.

10. En réalité, cette attribution de la charge de la preuve n'a rien d'original puisqu'elle n'est que la transposition en matière pénale de l'adage *actori incumbit probatio* appliqué dans le procès civil. Cependant, en matière civile, la règle selon laquelle la charge de la preuve incombe au demandeur trouve un fondement légal à l'article 1353 du Code civil. En matière pénale, aucun texte ne vient poser cette règle et l'attribution de la charge de la preuve réside entièrement dans le principe de la présomption d'innocence, comme le rappellent la Cour de cassation⁹ et le Conseil constitutionnel¹⁰.

11. Mais le fait d'attribuer la charge de la preuve au ministère public ne signifie pas qu'il est le seul à rassembler et produire les éléments de preuve lors d'un procès. En matière pénale, le juge d'instruction participe également à la recherche des preuves et rien n'empêche la personne poursuivie de produire tout élément susceptible de jouer en sa faveur.

Par conséquent, le sens véritable de la charge de la preuve n'est pas de déterminer qui va concrètement rapporter des preuves pendant le procès. Le but est d'identifier qui, parce qu'il était chargé de faire la preuve, supportera les conséquences d'une démonstration insuffisante ou d'un doute persistant à l'issue du procès. Si un doute subsiste, c'est que la démonstration est imparfaite. Celui qui supportait la charge de la preuve (la partie poursuivante) a failli dans sa tâche et le doute qui subsiste profite à la personne poursuivie. En tant que règle de preuve, la présomption d'innocence apparaît donc comme la traduction de la règle du doute favorable à l'accusé portée par l'adage *in dubio pro reo*.

⁹ Cass. crim., 22 février 1993 : « Tout prévenu étant présumé innocent, la charge de la preuve de sa culpabilité incombe à la partie poursuivante ».

¹⁰ Déc. n° 80-127 DC, 19-20 janv. 1981.

12. Cependant, même fondée sur le principe de la présomption d'innocence, la règle attribuant la charge de la preuve à l'accusation connaît un certain nombre d'exceptions. Tout d'abord, si par principe la personne poursuivie n'a pas à démontrer son absence de culpabilité, il arrive qu'elle soit tenue d'établir la preuve de certains faits libérateurs dont elle se prévaut. Ce sont parfois les textes qui l'imposent comme par exemple en matière de diffamation. La personne poursuivie pour diffamation peut invoquer pour sa défense que les faits déshonorants qu'elle a imputé au plaignant sont vrais¹¹. Mais dans ce cas, il lui appartient de rapporter la preuve de la vérité de ces faits diffamatoires¹².

13. Par ailleurs, il existe des dérogations plus radicales au principe d'attribution de la charge de la preuve en vertu desquelles la personne poursuivie va devoir concrètement démontrer qu'elle n'est pas coupable. Qualifiées en doctrine de « présomptions de culpabilité » ou « présomptions de responsabilité », ces hypothèses heurtent par nature le principe de la présomption d'innocence. Selon le Conseil constitutionnel, de telles présomptions sont en principe interdites en matière pénale. A titre exceptionnel, « elles peuvent être établies, notamment en matière contraventionnelle, dès lors qu'elles ne revêtent pas un caractère irréfragable, qu'est assuré le respect des droits de la défense et que les faits induisent raisonnablement la vraisemblance de l'imputabilité »¹³.

Bien que les exemples soient assez rares, il arrive que les textes renversent la charge de la preuve, le plus souvent pour des raisons d'opportunité, dans des situations où la personne poursuivie apparaît comme la plus apte à rapporter la preuve. Ainsi, par exemple, l'article 225-6 du Code pénal assimile au proxénétisme et punit des mêmes peines, le fait de ne pas pouvoir justifier de ressources correspondant à son train de vie tout en vivant avec une personne qui se livre habituellement à la prostitution. Dans une telle situation, c'est bien à la personne poursuivie de démontrer qu'elle n'exerce pas une activité de proxénétisme en justifiant de ressources propres. Ce raisonnement a été généralisé avec la création d'un délit autonome de non-justification de ressources à l'encontre des personnes se trouvant en relation habituelle avec des personnes se livrant à la commission de crimes ou de délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement¹⁴.

14. Cependant, il est parfois difficile d'identifier ce qui pourrait, dans les termes d'un texte de loi, constituer une présomption de culpabilité. La question a été récemment posée à la Cour de cassation à propos des dispositions du Code pénal qui incriminent la détention d'images pornographiques représentant un mineur. Parce qu'il est souvent difficile de déterminer si la personne photographiée et dont on ignore l'identité a moins de 18 ans, l'infraction s'applique « aux images pornographiques d'une personne dont l'aspect physique est celui d'un mineur, sauf s'il est établi que cette personne était âgée de dix-huit ans au jour de la fixation de son image »¹⁵. Le fait, pour retenir l'infraction, de présumer la minorité de la victime sur le fondement de son aspect physique et de présumer la connaissance de cette minorité est-il contraire à la présomption

¹¹ C'est ce que l'on appelle l'exception de vérité (*exceptio veritatis*)

¹² Article 35 de la loi du 29 juillet 1881.

¹³ Conseil const., 16 juin 1999, n° 99-411 DC. La Cour européenne des droits de l'homme retient sensiblement les mêmes critères. Voir CEDH 7 octobre 1988, *Salabiaku c/ France* : série A n° 141-A.

¹⁴ Article 321-6 du Code pénal.

¹⁵ Article 227-23 du Code pénal.

d'innocence ? Non, dit la Cour de cassation qui estime que le texte n'instaure aucune présomption de culpabilité puisque c'est au ministère public de prouver que la personne représentée est mineure ou présente l'aspect d'un mineur, le prévenu pouvant ensuite contester cette minorité¹⁶. Cette affirmation est discutable et montre que la reconnaissance officielle de présomptions de culpabilité reste difficile tant cette hypothèse heurte le principe de la présomption d'innocence.

15. Mais sur le plan probatoire, la présomption d'innocence n'est pas simplement l'expression d'une règle technique faisant peser la charge de la preuve sur la partie poursuivante. Elle vient également fonder la reconnaissance d'un droit au bénéfice de la partie poursuivie : celui de ne pas contribuer à sa propre accusation.

2) Présomption d'innocence et droit de ne pas contribuer à sa propre accusation

16. Consacré au plan international¹⁷ et européen¹⁸, le droit de ne pas contribuer à sa propre accusation ou droit de ne pas « s'auto-accuser » n'a été expressément mentionné dans le Code de procédure pénale qu'à partir de la loi du 15 juin 2000. Ainsi, toute personne soupçonnée d'avoir commis une infraction et placée en garde à vue est informée qu'elle a le droit, lors de ses auditions, de faire des déclarations, de répondre aux questions posées ou de se taire. Le même droit au silence est reconnu devant le juge d'instruction et la juridiction de jugement. Concrètement, le droit de ne pas contribuer à sa propre accusation permet à la personne poursuivie, ou simplement soupçonnée, de dissimuler toute information ou tout élément susceptible d'être utilisé contre elle. En d'autres termes, elle n'est pas obligée de collaborer avec les autorités policières et judiciaires.

17. Dans un procès civil, la logique est différente car les textes prévoient que chaque partie est tenue d'apporter son concours à la manifestation de la vérité¹⁹. Le droit au silence et plus généralement de ne pas coopérer, est donc une spécificité de la procédure pénale qui, pour de nombreux auteurs, trouve sa justification dans le principe de la présomption d'innocence.

Le Conseil constitutionnel fait d'ailleurs lui-même ce lien en estimant qu'il résulte de l'article 9 de la Déclaration des droits de l'Homme de 1789, le principe selon lequel nul n'est tenu de s'accuser, dont découle le droit de se taire²⁰.

Le lien entre présomption innocence et droit de ne pas contribuer à sa propre accusation est également fait par la Directive européenne du 9 mars 2016. Au titre du renforcement de la présomption d'innocence, la Directive prévoit que les personnes pénalement mises en cause ont le droit de garder le silence et de ne pas s'incriminer soi-même et précise que l'exercice de ces droits ne saurait être retenu contre elles, ni considéré comme une preuve qu'elles ont commis l'infraction concernée.

¹⁶ Cass. crim., 22 août 2018, n° 18-80431.

¹⁷ Article 14 § 3-g du Pacte International des Nations unies relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966 : « Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit en pleine égalité (...) à ne pas être forcée à témoigner contre soi-même ou à s'avouer coupable ».

¹⁸ CEDH, 25 février 1993, *Funke c/ France* : série A, n° 256-A.

¹⁹ Article 10 du Code civil et article 11 du Code de procédure civile.

²⁰ Conseil const. 4 novembre 2016, n° 2016-594 QPC – Conseil const. 30 mars 2018, n° 2018-696 QPC.

Le droit au silence, appliqué en droit français à tous les stades de la procédure pénale, apparaît donc comme une illustration particulière du principe de la présomption d'innocence dont on comprend qu'il présente des implications procédurales variées. Au-delà de la question de la preuve, c'est encore la présomption d'innocence qui est convoquée pour justifier le statut procédural particulier de la personne poursuivie.

B. La présomption d'innocence expression d'un statut procédural

18. Parce que la personne pénalement mise en cause est présumée innocente, les mesures et décisions prises à son encontre au cours de la procédure ne doivent pas traduire une reconnaissance prématurée de culpabilité. C'est d'ailleurs pour cela que depuis 1993, on ne parle plus d'« inculpation » mais de « mise en examen », ce second terme étant plus neutre.

Mais cette précaution terminologique ne fait pas illusion. Une personne est mise en examen lorsqu'il existe à son encontre « des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou complice, à la commission d'une infraction »²¹. Comment affirmer dans le même temps qu'une personne est présumée innocente mais qu'il existe contre elle des indices graves de sa culpabilité ? On comprend que la procédure pénale est construite sur un paradoxe ou, en tout cas, sur un équilibre fragile entre la nécessité d'agir contre les suspects sans les traiter comme des coupables. Ce fragile équilibre pose des difficultés particulières lorsqu'il s'agit d'appliquer des mesures coercitives avant jugement (1) ou de motiver certaines décisions (2).

1) Présomption d'innocence et mesures coercitives

19. Les mesures privatives de liberté avant jugement peuvent d'emblée paraître incompatibles avec le principe de la présomption d'innocence. Il est assez classique de souligner l'incohérence qu'il y a à incarcérer un individu tout en déclarant dans le même temps qu'il est présumé innocent. On pourrait alors répondre que, comme tout principe, celui de la présomption d'innocence n'est pas absolu. Cependant, en s'intéressant à la signification exacte de la présomption d'innocence, il est également possible d'affirmer que notre procédure pénale n'est pas construite sur une incohérence.

Etre présumé innocent ne signifie pas que l'on doit être « traité comme un innocent » pendant le déroulement d'une procédure pénale. Si tel était le cas, il serait vraisemblablement impossible de procéder à l'arrestation d'un individu, de le placer en garde à vue ou en détention provisoire car un innocent ne saurait être privé de sa liberté. Etre présumé innocent signifie que, tant que la culpabilité n'est pas établie, on ne doit pas être « traité comme un coupable ». Un coupable peut être légitimement privé de sa liberté à titre de sanction. Au contraire, pendant toute la durée de la procédure, la personne mise en cause doit en principe rester libre, les mesures privatives de liberté ne pouvant être qu'exceptionnelles et strictement nécessaires. On retrouve ici le sens originel de la présomption d'innocence consacré par la Déclaration des droits de l'Homme de 1789. C'est donc le principe de la présomption d'innocence qui justifie

²¹ Article 80-1 du Code de procédure pénale.

qu'une personne soupçonnée ou poursuivie ne peut pas être privée de sa liberté sur le seul fondement des soupçons qui pèsent sur elle. Encore faut-il que la mesure soit strictement nécessaire.

20. Ainsi, le placement d'un suspect en garde à vue n'est juridiquement possible que si cette mesure est l'unique moyen de parvenir à l'un au moins des objectifs énumérés par l'article 62-2 du Code de procédure pénale : par exemple, « permettre l'exécution des investigations impliquant la participation de la personne », « garantir la présentation de la personne devant le procureur de la République afin que ce magistrat puisse apprécier la suite à donner à l'enquête » ou encore « empêcher que la personne ne modifie les preuves ou indices matériels ». Il est vrai cependant que certains motifs de placement sont suffisamment larges pour s'appliquer dans toutes sortes de situations (la garantie de présentation au parquet notamment), ce qui relativise en pratique le caractère exceptionnel de la garde à vue.

21. Lors de l'information judiciaire ouverte devant un juge d'instruction et qui est susceptible de s'étendre sur plusieurs mois, voire plusieurs années, le statut de la personne mise en examen est beaucoup plus encadré. Le principe énoncé par le Code de procédure pénale est que « la personne mise en examen, présumée innocente, demeure libre »²².

En cas de nécessité, il peut être dérogé à ce principe et la personne peut faire l'objet d'un contrôle judiciaire ou être assignée à son domicile sous surveillance électronique. Ce n'est qu'à titre exceptionnel, si les mesures précédentes s'avèrent insuffisantes, que la personne mise en examen peut être placée en détention provisoire. Mesure subsidiaire, la détention provisoire ne peut être ordonnée que si elle est en outre strictement nécessaire. Le juge qui la prononce doit démontrer au regard des éléments précis et circonstanciés du dossier qu'elle constitue l'unique moyen de parvenir à l'un ou plusieurs des objectifs énumérés par l'article 144 du Code de procédure pénale. Il doit s'agir par exemple d'« empêcher une pression sur les témoins ou les victimes », d'« empêcher une concertation frauduleuse entre la personne mise en examen et ses coauteurs ou complices » ou encore de « protéger la personne mise en examen ».

22. Tout est donc fait pour limiter une incarcération avant jugement, mesure généralement perçue, par l'intéressé et par l'opinion publique, comme une reconnaissance de culpabilité. Pourtant, juridiquement, le placement en détention provisoire n'est pas une sanction conséquence de la démonstration d'une culpabilité. D'ailleurs, la motivation d'une décision de placement en détention provisoire ne doit pas conduire à une affirmation de culpabilité. Mais il s'agit là d'une entreprise très délicate qui montre à quel point l'application du principe de la présomption d'innocence est relative.

2) Présomption d'innocence et motivation des décisions de justice

23. La décision de placer ou de maintenir une personne en détention provisoire dans l'attente de son jugement doit être spécialement motivée eu égard au caractère

²² Article 137 du Code de procédure pénale.

subsidaire et strictement nécessaire de cette mesure. Le Code de procédure pénale impose ainsi au juge de motiver sa décision en énonçant, d'une part, les considérations de droit et de fait sur le caractère insuffisant des obligations du contrôle judiciaire ou de l'assignation sous surveillance électronique et, d'autre part, le motif de la détention par référence aux objectifs énumérés à l'article 144.

Mais si cette motivation doit être concrète et se référer aux éléments du dossier, elle ne doit pas conduire les juges à présenter la personne comme étant coupable des faits qui lui sont reprochés, sous peine de porter atteinte au principe de la présomption d'innocence.

24. La tâche est difficile car les éléments de preuve et les faits relevés dans le dossier de la procédure traduisent nécessairement une implication de la personne mise en examen dans la commission de l'infraction²³. Ce sont d'ailleurs ces mêmes faits et ces mêmes éléments de preuve qui seront ensuite appréciés par la juridiction de jugement pour statuer sur la culpabilité.

Quant aux objectifs justifiant la mesure de détention, certains impliquent en eux-mêmes que l'on considère la personne comme l'auteur de l'infraction. Tel est le cas par exemple lorsque la détention provisoire est justifiée par la nécessité de « mettre fin ou l'infraction ou de prévenir son renouvellement »²⁴. Justifier le placement en détention au regard de cet objectif, c'est déjà reconnaître que la personne est l'auteur de l'infraction. Même chose lorsqu'il s'agit d'éviter une concertation frauduleuse de la personne mise en examen avec « ses coauteurs ou ses complices ». Les termes employés induisent eux-mêmes une reconnaissance de culpabilité...

La tâche est difficile donc et c'est bien pour cela que, tout en répétant la règle de l'interdiction d'une motivation traduisant une culpabilité, la Cour de cassation est assez souple dans le contrôle qu'elle livre. Ainsi par exemple, dans le cadre d'une instruction ouverte pour tentative de meurtre et tentative d'évasion aggravée, le maintien en détention provisoire était motivé par le fait qu'un simple contrôle judiciaire ne pouvait garantir la représentation en justice de l'individu notamment parce qu'il avait déjà organisé une brève évasion. L'individu estimait alors que cette motivation était contraire à la présomption d'innocence puisqu'elle tenait pour acquise sa culpabilité dans l'évasion reprochée. La Cour de cassation a pourtant considéré que les juges avaient valablement motivé leur décision²⁵.

Là encore, l'invocation de la présomption d'innocence, ne suffit pas nécessairement à en garantir le respect et l'écart entre la règle énoncée et son application concrète est important. Même si les juges n'affirment pas expressément que la personne est coupable d'avoir commis l'infraction reprochée, des précautions terminologiques devraient être prises pour éviter toute confusion possible.

25. Cette distorsion entre énoncé de la règle et mise en application se retrouve pour les décisions rendues lorsque seule la victime partie civile a fait appel du jugement. En effet, lorsqu'un jugement de relaxe est rendu, seul le ministère public peut faire appel de

²³ Et la personne mise en examen est celle à l'encontre de qui il existe des « indices graves ou concordants » rendant vraisemblable sa participation à l'infraction.

²⁴ Article 144 du Code de procédure pénale.

²⁵ Cass. crim., 11 décembre 2018, n° 18-85.460.

l'action publique, la victime qui s'est constituée partie civile au procès pouvant quant à elle faire appel de l'action civile pour tenter d'obtenir une indemnisation devant la Cour d'appel. Si la partie civile est seule à exercer un recours, la Cour d'appel n'est saisie que de l'action civile et ne pourra en aucun cas revenir sur la question de la responsabilité pénale du mis en cause. Cependant, pour statuer sur la demande d'indemnisation, elle doit analyser les faits du dossier afin de caractériser une faute, au sens civil du terme, et le préjudice qui en découle. Mais naturellement, reconnaître l'existence d'une faute à partir des faits objet de la poursuite peut conduire à reconnaître que la personne est bien l'auteur d'une infraction. Dès lors, si la décision rendue ne se prononce que sur le droit à indemnisation, la motivation qui la fonde peut exprimer une reconnaissance de culpabilité.

Sur cette question, la France a été rappelée à l'ordre en 2012 par la Cour européenne des droits de l'homme, au visa précisément de la précision d'innocence²⁶. Pour la Cour européenne, lorsque le juge se prononce sur la responsabilité civile, il ne doit pas adopter une motivation donnant à penser qu'il considère l'intéressé comme coupable. Dans cette affaire, la Cour d'appel qui statuait sur les seuls intérêts civils avait constaté dans ses motifs que « les éléments constitutifs du délit d'abus de biens sociaux étaient caractérisés ».

Depuis, lorsqu'ils sont seulement saisis d'un recours sur les intérêts civils, les juges français ne peuvent pas rechercher si les faits relevés dans le dossier sont constitutifs d'une infraction pénale. Ils doivent donc prendre des précautions terminologiques et bien choisir les mots qu'ils emploient pour caractériser une faute à partir des faits objet de la poursuite initiale sans exprimer une culpabilité. Cela donne évidemment lieu à une gymnastique complexe comme le montre l'exemple suivant. Une personne avait été poursuivie du chef de vol au préjudice de deux sociétés. Le tribunal prononce une relaxe et les sociétés qui s'étaient constituées parties civiles font appel sur leurs intérêts civils. La Cour d'appel leur octroie une indemnisation en retenant une faute civile caractérisée par le fait que le mis en cause avait omis de remettre à la banque de l'argent provenant des caisses des magasins exploités par les sociétés²⁷. Pour la Cour de cassation, la présomption d'innocence est ainsi préservée puisqu'il n'y a pas de référence à une culpabilité pénale. Cette protection apparaît tout de même relativement artificielle car il ne s'agit que de jouer sur les mots. Certes le discours est important et des précautions méritent d'être prises. Mais si dans l'exemple donné le mot « vol » n'apparaît pas dans la décision, c'est tout de même un vol qui est décrit...

26. Ces illustrations montrent à quel point l'application pratique de la présomption d'innocence est difficile et contraste souvent avec la solennité des textes qui la consacrent. Le statut protecteur qu'elle confère à la personne poursuivie pénalement apparaît souvent fragile face à la nécessité de conduire efficacement la procédure et de prendre les mesures qui s'imposent.

Mais la protection de la présomption d'innocence des individus doit nécessairement dépasser le cadre procédural car porter atteinte à ce principe en affirmant qu'une personne est coupable, c'est aussi porter atteinte à son honneur et à sa réputation. Le respect de la présomption d'innocence est donc aussi une exigence de fond qui s'impose

²⁶ CEDH, 12 avril 2012, Lagardère c/ France, n° 18851/07

²⁷ Cass. crim. 24 juin 2014, n° 13-84478

à tous. C'est en ce sens que Code civil français reconnaît que chacun a droit au respect de la présomption d'innocence.

II. Les implications substantielles de la présomption d'innocence

27. Selon l'article 9-1 du Code civil instauré par une loi du 4 janvier 1993, « chacun a droit au respect de la présomption d'innocence. Lorsqu'une personne est, avant toute condamnation, présentée publiquement comme étant coupable de faits faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire, le juge peut, même en référé, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que l'insertion d'une rectification ou la diffusion d'un communiqué, aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence, et ce aux frais de la personne, physique ou morale, responsable de cette atteinte ».

En sanctionnant le fait de « présenter publiquement une personne comme coupable » d'une infraction avant toute condamnation définitive, le législateur veut interdire les déclarations de culpabilité prématurées et toute forme de jugement médiatique. Sans remettre en cause la liberté d'information, l'objectif est d'éviter que quiconque, et spécialement les médias, se donnent le droit d'être juges à la place du juge.

Cependant, ce n'est pas l'autorité du pouvoir judiciaire qui est ici protégée mais bien un intérêt privé tenant à l'honneur et la considération auxquels chacun peut prétendre. D'ailleurs, l'atteinte à la présomption d'innocence ne peut être constituée que si une personne identifiable est visée²⁸. La vocation de l'article 9-1 du Code civil est donc de protéger la personne contre les atteintes à sa dignité morale et la jurisprudence fait clairement le lien entre l'imputation publique d'une culpabilité et l'atteinte à l'honneur et à la considération.

Mais l'article 9-1 du Code civil ne fait pas double emploi avec l'action en diffamation²⁹ car il protège, non pas une réalité, mais une apparence (une présomption) qui doit être préservée jusqu'à ce que la Justice ait définitivement statué. Peu importe que la personne soit réellement coupable, tant qu'une décision de justice ne l'a pas reconnue, il faut protéger l'innocence présumée.

Le système mis en place par le droit français semble donc offrir une protection complète de la présomption d'innocence, dans et en dehors de l'enceinte judiciaire. Pourtant, la réalité est tout autre et l'ensemble des juristes s'accordent à dire que le droit au respect de la présomption d'innocence n'est pas concrètement respecté et qu'il l'est de moins en moins face à la pression des médias et des réseaux sociaux. Pour le comprendre, il faut analyser ce qu'implique le droit au respect de la présomption d'innocence (A) et la manière dont il est sanctionné (B).

A. La présomption d'innocence expression d'un droit de la personnalité

28. Affirmer que chacun a droit au respect de la présomption d'innocence est nécessaire mais insuffisant. Encore faut-il préciser les prérogatives qui découlent d'un tel droit et

²⁸ Cour d'appel de Paris, 11 décembre 2003.

²⁹ « Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation » (article 29 de la loi du 29 juillet 1881).

les personnes concernées par sa protection. En d'autres termes, il faut identifier les sujets (1) et le contenu (2) du droit consacré par l'article 9-1 du Code civil.

1) Les sujets du droit au respect de la présomption d'innocence

29. Le champ d'application personnel de la protection est très large puisque « chacun », donc tout individu, a droit au respect de la présomption d'innocence. Le choix d'une telle formule générale signifie que ce droit n'est pas seulement reconnu aux individus mis en cause pénalement. Pourtant, on peut lire parfois que l'atteinte à la présomption d'innocence consiste à présenter comme coupable une personne « poursuivie pénalement » ou une personne « faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire ». Il s'agit là d'une mauvaise interprétation de l'article 9-1 du Code civil qui vise « une personne présentée publiquement comme coupables de faits faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire ». Ce sont donc les faits imputés qui doivent faire l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire et non la personne à qui l'on impute ces faits.

Il est vrai qu'en pratique, les personnes présentées publiquement comme coupables d'une infraction sont souvent celles qui sont déjà inquiétées dans le cadre d'une procédure pénale. Mais ceci ne change rien au fait que, sur le plan juridique, le droit au respect de la présomption d'innocence est reconnu à toute personne, y compris celles qui sont extérieures à la procédure pénale en cours. Ainsi par exemple, le fait de présenter publiquement un individu comme étant coupable d'un crime alors qu'il n'est pas encore mis en examen dans l'instruction ouverte sur ces faits, porte atteinte à la présomption d'innocence dont il bénéficie en vertu de l'article 9-1 du Code civil.

Le droit au respect de la présomption d'innocence est donc reconnu à toute personne physique ou morale et apparaît en ce sens comme un attribut de la personnalité. C'est pour cette raison qu'il est affilié à la catégorie juridique des droits de la personnalité.

30. La qualification de droit de la personnalité implique également que ce droit soit respecté par toute personne.

Lorsqu'il a instauré l'article 9-1 du Code civil, l'objectif du législateur était d'imposer le respect de la présomption d'innocence aux commentateurs des procédures judiciaires en cours et plus spécialement à la presse. Mais, en l'absence de restriction légale, le droit au respect de la présomption d'innocence est opposable *erga omnes*, c'est-à-dire à toute personne, qu'il s'agisse d'une personne privée ou publique.

Dans la majorité des cas, les atteintes au respect de la présomption d'innocence sont le fait de personnes privées. Bien souvent il s'agit d'un journaliste. Mais un simple particulier utilisant la voix des médias ou tout autre moyen de publicité, peut également porter atteinte au droit. Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'il n'y a pas ici d'immunité tenant à la qualité particulière de l'auteur des propos. Par conséquent, il est indifférent que l'auteur de l'atteinte à la présomption d'innocence soit l'un des protagonistes de l'affaire ou se présente comme la victime de l'infraction considérée³⁰. En dehors de la salle d'audience d'un tribunal, il n'existe aucune immunité couvrant les propos tenus contre un adversaire.

³⁰ Cour d'appel de Paris, 7 oct. 2003.

Le droit au respect de la présomption d'innocence doit par ailleurs être respecté par les personnes publiques et plus spécialement par les représentants de l'Etat. Cette exigence a été spécialement rappelée par la directive européenne du 9 mars 2016. Selon les termes de la directive, les Etats membres doivent prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les déclarations publiques des autorités publiques, ainsi que les décisions judiciaires, autres que celles statuant sur la culpabilité, ne présentent pas un suspect ou une personne poursuivie comme étant coupable aussi longtemps que sa culpabilité n'a pas été légalement établie.

31. En faisant d'un droit au respect de la présomption d'innocence un droit de la personnalité bénéficiant à tous et devant être respecté par tous, l'article 9-1 du Code civil semble offrir une protection large. Pourtant, l'analyse du contenu de ce droit vient largement relativiser ce constat.

2) Le contenu du droit au respect de la présomption d'innocence

32. Lorsque la loi du 4 janvier 1993 a consacré le droit au respect de la présomption d'innocence au sein du Code civil, certains commentateurs de la réforme l'ont qualifiée de relativement modérée. Lors des débats parlementaires, il avait été proposé de sanctionner la publication du nom ou de tout élément d'identification d'une personne faisant l'objet d'une poursuite pénale. Cette proposition extrêmement protectrice mais limitant le droit d'informer sur les procédures en cours, a été écartée.

Il est donc tout à fait possible de publier l'identité d'une personne soupçonnée ou poursuivie pénalement, tout en précisant le détail des faits qui lui sont reprochés. Ce que l'article 9-1 du Code civil interdit c'est de « présenter publiquement la personne comme coupable de faits faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction ». Concrètement, comment faut-il comprendre cette disposition ? C'est évidemment la jurisprudence qui est venue apporter la réponse à travers de très nombreuses décisions qui, au fil des années, ont permis d'identifier la nature et les critères de l'atteinte à la présomption d'innocence. Or, l'impression générale qui se dégage de cette construction jurisprudentielle est que cette atteinte est difficile à caractériser, ce qui réduit considérablement le degré de protection du droit au respect de la présomption d'innocence.

33. Toute l'efficacité du système de protection repose sur la manière d'apprécier ce que qu'il faut entendre par « présentée comme coupable ». Pour la jurisprudence, l'atteinte à la présomption d'innocence n'est constituée que s'il existe des « conclusions définitives manifestant un préjugé tenant pour acquise la culpabilité », cette formule étant désormais constante³¹.

Cette interprétation jurisprudentielle confère au contenu du droit un caractère étroit. En effet, elle n'empêche pas toute allusion à une éventuelle culpabilité et ne sanctionne finalement que les propos très catégoriques, sans nuance, ni ambiguïté. En d'autres termes, l'atteinte au droit au respect de la présomption d'innocence n'est constituée que si l'imputation d'une culpabilité est affirmée de manière définitive et qu'elle fait naître une certitude dans l'esprit du public.

³¹ Cass. ass. plén., 21 décembre 2006.

Par exemple, le fait pour l'auteur d'un livre de présenter à de multiples reprises le compagnon de sa fille comme son « meurtrier » et son « assassin » alors que la procédure est en cours, constitue l'affirmation non équivoque d'une conviction de culpabilité attentatoire à la présomption d'innocence³².

De même, le fait pour un article de presse de mentionner expressément le mot « coupable » accolé au nom du mis en cause (en l'occurrence un magistrat poursuivi pour vol de cartes de crédits), de ne retenir aucun élément à décharge ni aucun usage du conditionnel, constitue une violation de la présomption d'innocence car l'ensemble de l'article conduit les lecteurs à considérer que l'individu est coupable³³.

34. En revanche, les propos dont il ne se dégage qu'une « impression manifeste de culpabilité » sont tolérés dans la mesure où ils ne renferment pas une affirmation certaine de culpabilité³⁴.

Ainsi, il n'est pas interdit de relater une culpabilité vraisemblable eu égard aux éléments objectifs de la procédure. La jurisprudence admet donc les propos objectifs qui ne font que décrire des faits matériels ou des actes de procédure tel qu'un placement en garde à vue ou une mise en examen. Par conséquent, n'est pas constitutif d'une atteinte à la présomption d'innocence, l'article de presse mentionnant qu'un individu identifié « devra répondre de pédophilie » car il ne fait que préciser la qualification de l'infraction poursuivie sans préjuger de sa culpabilité.

Il n'est pas non plus interdit de faire état d'une culpabilité potentielle en veillant à maintenir un doute sur celle-ci. Concrètement, l'emploi de réserves dans le discours exclut toute atteinte à la présomption d'innocence dans la mesure où il n'y a pas affirmation catégorique de la culpabilité. L'appréciation jurisprudentielle porte à la fois sur le fond et la forme des propos litigieux. L'emploi de guillemets pour citer des déclarations et l'usage fréquent du conditionnel sont fortement recommandés. Mais la nécessité d'utiliser des formules laissant subsister un doute sur la culpabilité a contribué à valider des pratiques journalistiques en désaccord avec l'objectif poursuivi. Pour éviter toute sanction, la presse parle couramment du « meurtrier présumé » ou du « violeur présumé » ou plus généralement du « présumé coupable ». Ces formules censées exprimer une précaution de style, sont très critiquables puisqu'elles dénaturent totalement le sens de la présomption. La jurisprudence tolère pourtant ces abus de langage, ce qui amène à dire que le droit au respect de la présomption d'innocence a en réalité une portée très relative.

35. Au-delà de la sphère médiatique, on pourrait imaginer d'autres hypothèses qui s'apparentent à une imputation de culpabilité avant jugement. Par exemple, faut-il considérer qu'il y a atteinte à la présomption d'innocence lorsqu'un salarié subit un licenciement fondé sur des faits faisant l'objet d'une enquête pénale ? La Cour de cassation estime que ce n'est pas le cas car le droit à la présomption d'innocence

³² Cour d'appel de Paris, 7 octobre 2003

³³ Cass. civ. 1^e, 20 mars 2007.

³⁴ La position du droit français est plutôt en accord avec la ligne suivie par la Cour européenne des droits de l'homme qui établit une distinction entre les déclarations qui reflètent le sentiment que la personne est coupable et celles qui se bornent à décrire un état de suspicion. Seules les premières violent la présomption d'innocence (Voir par exemple, CEDH 15 oct. 2013, Gutsanovi C/ Bulgarie).

n'interdit pas à l'employeur de se prévaloir de faits dont il a connaissance pour engager une sanction disciplinaire, alors même qu'une procédure pénale est en cours au sujet des mêmes faits³⁵.

Le même raisonnement est *a fortiori* appliqué pour une simple mesure conservatoire. Par exemple, le fait de suspendre provisoirement de ses fonctions un avocat mis en examen pour aide au séjour irrégulier n'est pas considéré comme attentatoire à la présomption d'innocence³⁶.

36. On comprend donc avec ces quelques exemples que l'atteinte au droit au respect de la présomption d'innocence reste difficile à caractériser en pratique. La jurisprudence a donné au droit légalement consacré un contenu étroit en exigeant la présence de conclusions définitives tenant pour acquise la culpabilité. La valeur protégée – la présomption d'innocence et plus largement l'honneur – ne l'est donc que dans une mesure relative. On peut y voir le signe d'une faiblesse, voire d'une ineffectivité du droit consacré par le code civil. Cependant, lorsqu'une atteinte à ce droit est caractérisée, le mécanisme de sanctions peut être activé. Mais ce système peut lui aussi apparaître insuffisant.

B. Les sanctions de l'atteinte au droit au respect de la présomption d'innocence

37. L'article 9-1 du Code civil prévoit expressément des mesures susceptibles d'assurer la protection du droit sur un plan civil. Cependant, il existe dans l'arsenal juridique français certaines dispositions spécifiques, de nature pénale, qui permettent également de protéger la réputation des individus alors qu'une procédure judiciaire est en cours. Il en résulte donc une double protection, à la fois civile (1) et pénale (2).

1) La protection civile de la présomption d'innocence

38. Selon l'article 9-1 du Code civil lorsque l'atteinte est constituée, « le juge peut, même en référé, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que l'insertion d'une rectification ou la diffusion d'un communiqué, aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence ». Le texte rappelle donc la possibilité d'obtenir une indemnisation mais insiste surtout sur les mesures visant à faire cesser l'atteinte.

39. L'action en cessation de l'atteinte peut d'abord, selon les termes de l'article 9-1 du Code civil, consister à demander l'insertion d'une rectification. Les juges définissent la forme que doit prendre cette rectification et veille à son bonne exécution. L'efficacité de la mesure et son impact sur l'opinion publique suppose qu'elle soit prise rapidement, d'où l'intérêt de la solliciter en référé.

En cas d'atteinte, il est également possible de solliciter la diffusion d'un communiqué judiciaire sur n'importe quel type de support. Concrètement, ce communiqué vise à rappeler au public que la personne concernée est présumée innocente tant que sa

³⁵ Cass. soc. 13 décembre 2017, n° 16-17.194.

³⁶ Cass. civ. 1^e, 13 novembre 2014.

culpabilité n'a pas été définitivement établie. Cette diffusion peut également être sollicitée en référé lorsque la rapidité d'action est un gage d'efficacité. Dans le cas d'un ouvrage dont certains passages portent atteinte à la présomption d'innocence (la personne est qualifiée à plusieurs reprises d' « assassin » et de « meurtrier »), les juges peuvent par exemple mettre à la charge de l'éditeur l'obligation de rappeler au lecteur le principe de la présomption d'innocence par l'insertion d'un encart dans les exemplaires de l'ouvrage en stock ainsi que pour tout nouveau tirage.

On peut légitimement s'interroger sur l'impact de telles mesures dans l'esprit du public et sur leur aptitude à faire réellement cesser l'atteinte à la présomption d'innocence. Le principe de la présomption d'innocence est ici rappelé par une formule générale et abstraite au tout début d'un ouvrage qui, sur plusieurs pages, continue d'affirmer de manière concrète et précise la culpabilité d'un individu. Il est difficile de dire qu'une telle mesure fait réellement cesser l'atteinte.

40. Si l'efficacité d'une rectification ou de la diffusion d'un communiqué semble très relative, le juge peut toujours prescrire, même en référé, « toute autre mesure ». Dans l'arsenal des sanctions susceptibles d'être prononcées par le juge, la saisie ou l'interdiction d'une publication, de même que l'interdiction de diffusion d'un film sont théoriquement envisageables. Parfois sollicitées par les victimes de l'atteinte, ces mesures radicales sont très rarement ordonnées tant il est vrai qu'elles sont perçues comme des actes de censure.

Les juges doivent limiter leurs décisions aux mesures strictement nécessaires pour faire cesser l'atteinte afin de ne pas entraver de manière disproportionnée la liberté d'expression. Ils préfèrent généralement prescrire des occultations ou des modifications formelles au sein de l'ouvrage litigieux plutôt que d'interdire sa publication.

Ainsi par exemple, dans le cas d'une atteinte à la présomption d'innocence résultant des paroles d'une chanson, a été considérée comme disproportionnée la mesure consistant à ordonner le retrait de la vente de l'album, le juge se contentant d'ordonner la suppression du passage litigieux³⁷.

41. En plus des actions en cessation de l'atteinte, la victime peut également demander une indemnisation pour le préjudice qu'elle subit. L'originalité du système d'indemnisation réside dans son autonomie vis-à-vis du droit commun de la responsabilité civile. En clair, la victime d'une atteinte à la présomption d'innocence ne doit pas agir sur le fondement des textes fondant classiquement la responsabilité civile pour faute. En cas d'atteinte à au droit au respect de la présomption d'innocence, le mécanisme de responsabilité n'est pas fondé sur la faute au sens où le juge n'a pas à porter une appréciation sur le comportement de l'auteur de l'atteinte. L'article 9-1 vise à sanctionner une « atteinte objective à un droit extrapatrimonial ».

Dès lors, il est indifférent que l'auteur du propos litigieux ait agi avec l'intention de nuire ou par simple imprudence. La mauvaise foi n'est pas une condition de mise en œuvre de la responsabilité sur le fondement de l'article 9-1. Il en résulte une certaine automaticité de la sanction indemnitaire qui découle du seul constat de l'atteinte portée au droit au respect de la présomption d'innocence (et du préjudice causé par cette atteinte)

³⁷ TGI Paris, ord. réf., 2 mai 2006.

2) La protection pénale de la présomption d'innocence

42. Etrangement, malgré l'importance du principe en matière pénale, il n'existe pas d'incrimination spécifique venant réprimer la violation de la présomption d'innocence. Porter atteinte à la présomption d'innocence d'autrui n'est pas une infraction pénale. Cependant, il existe toute une série de dispositions particulières de nature pénale qui protègent indirectement la présomption d'innocence en posant certaines obligations et interdictions.

43. On peut citer par exemple l'interdiction d'enregistrer, de manière sonore ou visuelle, les audiences judiciaires. Pour le Conseil constitutionnel, cette interdiction est justifiée par l'objectif de bonne administration de la justice et le principe de la présomption d'innocence³⁸.

Autre illustration, plus évidente sans doute, les dispositions de l'article 803 du Code de procédure pénale qui limitent la visibilité du port de menottes ou d'entraves. Lorsqu'une personne est menottée, toutes les mesures utiles doivent être prises, dans les conditions compatibles avec les exigences de sécurité, pour éviter qu'elle soit photographiée ou fasse l'objet d'un enregistrement audiovisuel. La circulaire de présentation de ce texte introduit en 2000 précisait bien qu'il avait pour objectif de protéger la présomption d'innocence et la réputation de la personne. Ainsi peut-on lire dans la circulaire que si cette obligation concerne également les personnes définitivement condamnées, « elle doit être appliquée avec une vigilance particulière en faveur des personnes suspectées ou poursuivies mais non condamnées et qui bénéficient donc de la présomption d'innocence ».

44. Si des précautions doivent être prises par les autorités policières pour éviter qu'une personne soit filmée ou photographiée avec des menottes, le fait de diffuser l'image d'une personne menottée est constitutif d'une infraction punie de 15000 euros d'amende³⁹. Plus précisément l'infraction est constituée par « la diffusion, sans son accord, de l'image d'une personne identifiée ou identifiable mise en cause à l'occasion d'une procédure pénale mais n'ayant pas fait l'objet d'un jugement de condamnation et faisant apparaître, soit que cette personne porte des menottes ou entraves, soit qu'elle est placée en détention provisoire ».

L'individu doit donc être au moins identifiable, ce qui est le cas lorsqu'une photographie montre une personne célèbre menottée alors que celle-ci tente de dissimuler son visage sous son blouson.

En revanche, il n'est pas nécessaire que les menottes soient visibles à l'écran ou sur le cliché dès lors qu'il ressort clairement des images que l'individu est menotté. Pour la jurisprudence, cette absence d'ambiguïté peut par exemple résulter du fait que les mains de la personne sont cachées sous son blouson et tenues par un gendarme. L'infraction est également constituée lorsque l'image fait apparaître la personne à côté d'un gendarme ou descendant d'un fourgon et que la zone immédiate entourant ses mains a été « floutée ».

³⁸ Conseil const. 6 décembre 2019, n° 2019-817 QPC.

³⁹ Article 35 ter-I de la loi du 29 juillet 1881.

Ici ce n'est pas la divulgation d'un acte de procédure qui est ici sanctionnée, mais la diffusion non consentie d'une image susceptible de porter atteinte à l'honneur d'une personne, certes mise en cause, mais pas encore condamnée. Les conditions posées par le texte montrent clairement que c'est la présomption d'innocence qui est protégée, d'une part, parce que l'infraction suppose une diffusion publique, d'autre part parce que l'interdiction de diffusion ne joue que si une procédure pénale est en cours et cesse à partir du moment où un jugement de condamnation est rendu.

Il faut enfin préciser que cette procédure en cours peut être diligentée en France ou à l'étranger. Ainsi peu importe que la photographie ait été prise dans un pays étranger dès lors qu'elle a été diffusée en France en violation des dispositions légales applicables sur son territoire.

Mais si la protection qui découle de cette incrimination peut paraître rigoureuse, force est de constater, qu'en pratique, elle est très rarement appliquée. Les médias diffusent ainsi régulièrement des images de personnes menottées, sans encourir de poursuites judiciaires. La protection semble clairement inefficace.

45. En définitive, en droit français, la lecture des textes porte à croire que la présomption d'innocence est largement protégée. Sa valeur constitutionnelle est acquise et elle constitue incontestablement un principe fondamental du procès pénal qui offre à la personne poursuivie des garanties importantes au plan procédural. L'action des autorités policières et judiciaires doit nécessairement composer avec le respect du principe, même si l'équilibre est parfois dur à trouver. En revanche, en dehors de la sphère judiciaire, la protection de la réputation des personnes à travers la reconnaissance d'un droit au respect de la présomption d'innocence opposable à tous apparaît bien faible. Depuis quelques années, la pression médiatique et l'importance considérable prise par les réseaux sociaux (il suffit de citer le mouvement #metoo) dans le traitement des affaires en cours affaiblissent encore un peu plus ce droit au respect de la présomption d'innocence qui n'a jamais su être un rempart efficace contre les abus de la liberté d'expression.

Ý NGHĨA VÀ VIỆC ÁP DỤNG NGUYÊN TẮC SUY ĐOÁN VÔ TỘI TRONG PHÁP LUẬT CỘNG HÒA PHÁP*

Aurélie Bergeaud-Wetterwald

Giáo sư luật tư và khoa học hình sự

Đại học Bordeaux, Cộng hoà Pháp

“Khi sự vô tội của công dân không được bảo đảm thì tự do không còn nữa”

(Montesquieu, Tinh thần pháp luật, Quyển XII, chương II)

1. Thường được xem như là quy tắc cơ bản và không thể thiếu trong một xã hội dân chủ, suy đoán (giả định) vô tội là một nguyên tắc được khẳng định một cách vững chắc trong luật pháp của Pháp.

Về mặt lịch sử, văn kiện đầu tiên đề cập đến “suy đoán vô tội” là Điều 9 của Tuyên ngôn nhân quyền và dân quyền năm 1789: “Bất kỳ ai cũng được cho là vô tội cho đến khi bị tuyên bố là có tội, khi cần thiết phải bắt giữ, mọi hành vi sử dụng vũ lực quá mức cần thiết để bắt và giam giữ người đó sẽ bị pháp luật xử lý thích đáng”. Cách mạng Pháp nhắc lại một cách long trọng suy đoán vô tội để cấm mọi hình thức bắt bớ tùy tiện và cũng là chấm dứt mọi hành vi lạm quyền của chế độ quân chủ.

Học lý hình sự nâng suy đoán vô tội thành nguyên tắc nền tảng và mang tính chỉ đạo của vụ án hình sự; một nguyên tắc đương nhiên suốt hơn hai thế kỷ. Bộ luật tố tụng hình sự Pháp không đề cập đến suy đoán vô tội, như thế việc đưa vào luật là thừa thãi, không cần thiết. Tuy nhiên, vào năm 2000, cải cách lớn về thủ tục tố tụng hình sự của Pháp¹ đã ghi nhận trong điều mở đầu các nguyên tắc cơ bản, trong đó có suy đoán vô tội. Theo đó: “bất kỳ ai bị nghi ngờ hoặc bị buộc tội đều được xem là vô tội cho đến khi sự có tội của người này được chứng minh”.

Được công nhận là nguyên tắc có giá trị hiến định², suy đoán vô tội cũng được pháp luật liên minh châu Âu bảo vệ: Điều 6§2 Công ước châu Âu về quyền con người, trong quy định “bất kỳ ai bị cáo buộc phạm tội đều được giả định là vô tội cho đến khi được chứng minh là có tội”; Suy đoán vô tội cũng được quy

* Nguyễn Văn Quân dịch và hiệu đính.

¹ Luật số 2000-516 ngày 15 tháng 6 năm 2000 tăng cường bảo vệ sự suy đoán vô tội và quyền của nạn nhân (Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d’innocence et les droits des victimes).

² En se référant à l’article 9 de la Déclaration des droits de l’Homme de 1789, le Conseil constitutionnel reconnaît, dans une décision du 8 juillet 1989, que la présomption d’innocence est protégée par notre droit constitutionnel (Déc. n° 89-258 DC, 8 juill. 1989, §10).

định trong Hiến chương về các quyền cơ bản của Liên minh châu Âu³ và gần đây là một chỉ thị của Liên minh châu Âu ngày 9 tháng 3 năm 2016⁴.

2. Nhưng liệu việc thừa nhận suy đoán vô tội trong các văn kiện pháp lý có giúp bảo vệ một cách hiệu quả trên thực tế sự suy đoán vô tội của những nghi can hoặc người bị truy tố trong tố tụng hình sự hay không?

Tầm quan trọng thực sự của những tuyên bố long trọng này là gì khi một cá nhân bị nghi ngờ là đã phạm tội, bị tạm giam trong vài tháng hoặc thậm chí nhiều năm trong khi chờ xét xử, danh tính và khuôn mặt của anh ta được tiết lộ trên báo chí với những chi tiết về vụ việc mà người này bị cho là liên quan? Tại sao những người được các văn kiện pháp lý tuyên bố là “suy đoán vô tội” lại được đối xử trong thực tế như là thủ phạm? bị tước đoạt tự do và xúc phạm danh dự? Phải chăng suy đoán vô tội là một công thức rỗng, một cái vỏ rỗng minh họa cho khoảng cách xa vời giữa các quy định pháp luật và việc áp dụng nó trên thực tế?

Robert Badinter, luật sư nổi tiếng, cựu Bộ trưởng Bộ Tư pháp và người bảo vệ nhiệt thành cho suy đoán vô tội, thừa nhận suy đoán vô tội là “một nguyên tắc mà sự đòi hỏi không phải lúc nào cũng đủ để bảo đảm sự tuân thủ”⁵. Nhưng để đánh giá thực tế áp dụng của nguyên tắc này, cần phải hiểu “giả định vô tội” ngụ ý điều gì, nói cách khác, hệ quả của giả định vô tội là gì?

3. Mặc dù luật pháp của Pháp quy định đầy đủ sự giả định vô tội, nhưng nó không đưa ra bất kỳ định nghĩa cụ thể nào, mà chỉ tuyên bố rằng bất kỳ ai bị tình nghi phạm tội đều được coi là vô tội cho đến khi tội của người này được chứng minh. Không đưa ra bất kỳ định nghĩa nào về suy đoán vô tội, luật pháp của Pháp cũng không xác định rõ ràng tất cả các hàm ý, hệ quả của nguyên tắc suy đoán vô tội.

Trong văn học pháp lý cổ điển, giả định vô tội thường được trình bày là “một nguyên tắc chung của luật tố tụng dựa vào đó vụ án hình sự được tổ chức”⁶. Nói cách khác, đó sẽ là một cách suy nghĩ về một hệ thống hơn là một quy tắc cụ thể: toàn bộ quá trình tố tụng hình sự xoay quanh sự suy đoán vô tội. Tất nhiên, một tuyên bố như vậy không thể tự đứng vững và cần phải hiểu ý nghĩa pháp lý của nguyên tắc này là gì.

4. Suy đoán vô tội có nghĩa là, trong quá trình xét xử vụ án hình sự, người bị buộc tội được coi là vô tội cho đến khi bằng chứng về hành vi phạm tội của người này được toà án chứng minh. Ở đây, nghĩa phổ biến của thuật ngữ “suy đoán”

³ Điều 48§1 : “Bất cứ ai bị buộc tội đều được coi là vô tội cho đến khi được chứng minh một cách hợp pháp là có tội”.

⁴ Directive (UE) 2016/343 du parlement européen et du conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (art. 3 : « Les États membres veillent à ce que les suspects et les personnes poursuivies soient présumés innocents jusqu'à ce que leur culpabilité ait été légalement établie »).

⁵ R. Badinter, « La présomption d'innocence, histoire et modernité », in *Le droit privé français à la fin du XXe siècle : Etudes offertes à P. Catala*, Litec, 2001, p. 133.

⁶ R. Merle et A. Vitu, *Traité de droit criminel. Procédure pénale*, 5^e éd., Cujas, 2001, n° 143.

(présomption) không có nghĩa là cá nhân đó vô tội mà người ta giả định người này vô tội cho tới khi có bằng chứng ngược lại.

Từ tiền đề này, dẫn tới một số quy tắc kỹ thuật theo đó người bị buộc tội không phải bị đối xử về mặt pháp lý như là người có tội trong quá trình tố tụng. Do đó, giả định vô tội xuất hiện như một nguyên tắc bảo vệ, có lợi cho người bị buộc tội và đưa ra những ràng buộc với cảnh sát và cơ quan tư pháp tham gia quá trình tố tụng.

5. Tuy nhiên, việc bảo đảm quy trình thuần túy thủ tục này là không đủ. Trên thực tế, các vi phạm nguyên tắc suy đoán thường không đến từ những người tham gia tố tụng mà đến từ những người bình luận về tiến trình tố tụng, đặc biệt là từ báo chí khi phổ biến các thông tin liên quan đến vụ việc và tạo ra nguy cơ làm cho công chúng nhìn nhận một người liên can đến vụ án như là thủ phạm.

Do bí mật của quá trình điều tra không được tôn trọng trong thực tế, vào năm 1993 các nhà làm luật đã lập pháp đã tạo ra một tầm vóc và ý nghĩa mới cho “suy đoán vô tội”. Theo đó, một cá nhân liên quan đến vụ việc tố tụng hình sự không bị đối xử một cách công khai như là người có tội cho đến khi việc phạm tội của người này được toà án tuyên bố thực sự.

Việc bảo vệ danh tiếng và danh dự này đã được hiện thực hóa thông qua việc ghi nhận “quyền được tôn trọng về suy đoán vô tội” trong Bộ luật dân sự⁷. Bằng cách khẳng định rằng "mọi người đều có quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội", luật pháp không bảo vệ một thực tế mà bảo vệ vẻ bề ngoài, nghĩa là mọi cá nhân phải được coi là vô tội và được nhìn nhận là vô tội khi toà án chưa chứng minh điều ngược lại một cách không thể đảo ngược.

6. Như vậy, suy đoán vô tội không đơn giản là một nguyên tắc tố tụng mang đến sự đảm bảo trong các vấn đề hình sự; nó đã trở thành một quyền mang tính nội dung gắn liền với con người và có giá trị bắt buộc đối với mọi chủ thể khác, đặc biệt là giới truyền thông. Do đó, suy đoán vô tội vừa có tính chất của một quyền nhân thân được bảo vệ. Câu hỏi được đặt ra là liệu cơ chế bảo vệ mà các quy định pháp luật đề ra có hiệu lực trên thực tế hay không?

Để đánh giá việc áp dụng giả định vô tội trong pháp luật cộng hoà Pháp, cần phải phân biệt hai hình thức biểu hiện của suy đoán vô tội thông qua các hệ quả (đòi hỏi) về mặt thủ tục (I) và các hệ quả về mặt nội dung (II).

I. Các hệ quả về mặt thủ tục của suy đoán vô tội

7. Học thuyết hình sự của người Pháp bắt đầu quan tâm đến khái niệm suy đoán vô tội thông qua câu hỏi về bằng chứng. Vì người bị buộc tội được giả định là vô tội, nên bên buộc tội (công tố) phải hủy bỏ sự giả định này bằng cách chứng

⁷ Điều 9-1 Bộ luật Dân sự.

minh tội lỗi của người bị buộc tội (A). Tuy nhiên, ý nghĩa này của suy đoán vô tội không được đề cập đến trong Tuyên ngôn Nhân quyền và dân quyền 1789, vốn cấm đoán mọi hình thức bắt giữ vô cơ trước khi xét xử. Nghĩa là, suy đoán vô tội được nêu lên trong Tuyên ngôn nhân quyền và dân quyền có giá trị về bảo đảm thủ tục. Ngày nay, người ta tìm thấy ý nghĩa này của suy đoán vô tội trong nhiều quy định về thủ tục vốn trao cho người bị truy tố quy chế bảo vệ (B).

A. Suy đoán vô tội: biểu đạt của một quy tắc về chứng cứ

8. Theo truyền thống được dạy trong các trường luật của Pháp thì suy đoán vô tội trước tiên chỉ ra ai là người phải chịu trách nhiệm chứng minh trong vụ án hình sự (1). Ý nghĩa mang tính kỹ thuật này đã được làm phong phú bằng một giá trị lớn hơn là trao cho người được giả định là vô tội quyền không buộc tội chính mình (2).

1) Suy đoán vô tội và nghĩa vụ chứng minh

9. Người bị truy tố không có nghĩa vụ chứng minh sự vô tội của mình. Trái lại, bên buộc tội (Công tố) phải chứng minh hành vi phạm tội của người bị truy tố bằng cách chứng minh sự tồn tại của các yếu tố cấu thành tội phạm. Bên công tố cũng phải chứng minh sự loại trừ các nguyên nhân miễn trừ trách nhiệm hình sự như ân xá hoặc hết thời hiệu truy cứu.

10. Trong thực tế, việc phân định trách nhiệm chứng minh không có gì đặc biệt, đây chỉ là việc chuyển hoá vào trong pháp luật hình sự câu ngạn ngữ “nguyên đơn phải gánh nghĩa vụ chứng minh (*actori incumbit probatio*) trong tố tụng dân sự. Trong lĩnh vực dân sự, Điều 1353 Bộ luật dân sự 1804 quy định nghĩa vụ chứng minh thuộc về nguyên đơn. Trong lĩnh vực hình sự, không có văn bản nào quy định nguyên tắc này, và nghĩa vụ chứng minh hoàn toàn nằm trong nguyên tắc suy đoán vô tội. Điều này được Toà phá án⁸ và Hội đồng bảo hiến khẳng định⁹.

11. Nhưng đặt gánh nặng bằng chứng cho bên Công tố không có nghĩa Công tố là chủ thể duy nhất thu thập và đưa ra bằng chứng trong một vụ án. Trong các vấn đề hình sự, thẩm phán điều tra (dự thẩm viên) cũng tham gia tìm kiếm bằng chứng và không có gì ngăn cản người bị buộc tội đưa ra các bằng chứng có lợi cho mình.

Do đó, ý nghĩa thực sự của việc phân định trách nhiệm chứng minh không phải xác định ai sẽ thực sự đưa ra bằng chứng. Mục đích là để xác định ai, bởi vì anh ta chịu trách nhiệm chứng minh, sẽ chịu hậu quả của việc chứng minh không

⁸ Cass. crim., 22 février 1993 : « Tout prévenu étant présumé innocent, la charge de la preuve de sa culpabilité incombe à la partie poursuivante ».

⁹ Déc. n° 80-127 DC, 19-20 janv. 1981.

đủ hoặc nghi ngờ kéo dài sau phiên tòa. Nếu còn có bất kỳ nghi ngờ gì thì đều là biểu hiện của sự chứng minh không hoàn hảo. Khi bên chịu trách nhiệm chứng minh (bên truy tố) thất bại trong nhiệm vụ của mình thì nghi ngờ sẽ có lợi cho bên bị buộc tội. Với tư cách là quy định về chứng minh, suy đoán vô tội như là sự thể hiện của nguyên tắc “nghi ngờ sẽ có lợi cho bên bị buộc tội” mà ngôn ngữ la tinh “*in dubio pro ree*” đề cập.

12. Tuy nhiên, ngay cả dựa trên nguyên tắc suy đoán vô tội, quy tắc về nghĩa vụ chứng minh thuộc về bên buộc tội có một số trường hợp ngoại lệ.

Trước hết, nếu về nguyên tắc, người bị buộc tội không phải chứng minh sự vô tội của mình thì người này vẫn có thể có nghĩa vụ chứng minh một số sự việc. Ví dụ trong những vụ việc liên quan đến phỉ báng. Người bị truy tố vì tội phỉ báng có thể bảo vệ mình bằng cách chỉ ra rằng những sự việc xấu xa mà người này gán cho nguyên đơn là có thật mất danh dự mà người

thiếu vắng mặt của mình, anh ta có thể được yêu cầu thiết lập bằng chứng về những sự kiện giải phóng nhất định mà anh ta dựa vào. Đôi khi các văn bản áp đặt nó, ví dụ như trong các vấn đề vụ khống Người bị kiện vì tội vu khống có thể tuyên bố trong sự biện hộ của mình rằng những sự thật không trung thực mà anh ta gán cho nguyên đơn là có thật¹⁰. Nhưng trong trường hợp này, người bị truy tố phải có nghĩa vụ cung cấp bằng chứng về sự có thật của những sự việc bị kiện là phỉ báng đó¹¹.

13. Ngoài ra, có một số trường hợp ngoại lệ khác của nguyên tắc nghĩa vụ chứng minh. Theo đó người bị truy tố phải chứng minh mình không phạm tội. Trong học lý gọi đây là “suy đoán có tội” hoặc “suy đoán trách nhiệm”. Các trường hợp này về mặt bản chất trái với nguyên tắc suy đoán vô tội. Theo Hội đồng bảo hiến, nhưng suy đoán loại này bị cấm trong lĩnh vực hình sự.Đủ tiêu chuẩn trong học thuyết là "giả định tội lỗi" hoặc "giả định trách nhiệm", những giả định này về bản chất chạy ngược lại với nguyên tắc suy đoán vô tội. Trong trường hợp đặc biệt “suy đoán có tội” phải được tạo lập, nhất là trong các tội vi cảnh miễn là chúng không bị cấm, để bảo đảm quyền bảo chữa và các sự việc đó cho thấy sự hợp lý không thể chối cãi¹².

Mặc dù các ví dụ khá hiếm, các quy định đôi khi đảo ngược trách chứng minh, thường là vì lý do cấp bách, trong tình huống người bị buộc tội dường như là người có khả năng cung cấp bằng chứng tốt nhất. Do đó, ví dụ, điều 225-6 của Bộ luật hình sự đồng hóa với việc môi giới mại dâm với việc việc một người không thể chứng minh được thu nhập khi sống chung với người thường xuyên bán dâm. Trong trường hợp này, người bị truy tố phải chứng minh mình không tham gia vào hoạt động môi giới mại dâm bằng cách chứng minh nguồn gốc thu

¹⁰ Người ta gọi đây là ngoại lệ của sự thật (*exceptio veritatis*)

¹¹ Điều 35 Luật ngày 29 tháng 7 năm 1881.

¹² Conseil const., 16 juin 1999, n° 99-411 DC. La Cour européenne des droits de l’homme retient sensiblement les mêmes critères. Voir CEDH 7 octobre 1988, *Salabiaku c/ France* : série A n° 141-A.

nhập của mình. Lập luận này đã được khái quát hoá bằng cách tạo ra một tội riêng về “không chứng minh được thu nhập” đối với những người có quan hệ thường xuyên với những người tham gia vào hoạt động tội phạm và có thể bị phạt tới 5 năm tù giam¹³.

14. Tuy nhiên, trong các điều khoản của một luật, đôi khi rất khó để xác định những gì tạo thành “suy đoán có tội”. Vấn đề này mới đây đã được đệ lên Toà án liên quan đến các quy định của Bộ luật hình sự hình sự hóa việc sở hữu hình ảnh khiêu dâm của trẻ vị thành niên. Bởi vì thường rất khó để xác định người trong ảnh và khó mà biết được người này dưới 18 tuổi hay không, cho nên “hành vi phạm tội được áp dụng "đối với hình ảnh khiêu dâm của một người có ngoại hình dưới 18 tuổi, trừ khi chứng minh được người này 18 tuổi vào ngày ảnh được chụp”¹⁴. Có thể giả định sự chưa thành niên của nạn nhân dựa vào cơ sở về bề ngoài và giả định việc đương nhiên biết việc chưa thành niên có trái với nguyên tắc suy đoán vô tội? Không! Toà án cho rằng, quy định đó không tạo ra “suy đoán có tội”, bởi vì bên Công tố phải chứng minh người trong ảnh là người chưa thành niên hoặc có những đường nét của người chưa thành niên, bị cáo có thể tranh luận về sự chưa vị thành niên này¹⁵. Khẳng định này gây tranh cãi và cgho thấy rằng việc thừa nhận chính thức “suy đoán có tội” rất khó khăn vì nó đụng phải nguyên tắc suy đoán vô tội.

15. Nhưng ở cấp độ bằng chứng, giả định vô tội không chỉ đơn giản là sự thể hiện của một quy tắc kỹ thuật về nghĩa vụ chứng minh mà nó còn là cơ sở để công nhận quyền của bên bị truy tố. Theo đó, người bị truy tố không buộc phải đóng góp cho việc buộc tội chính mình.

2) Suy đoán vô tội và quyền không buộc tội chính mình

16. Được thừa nhận trong luật quốc tế¹⁶ và luật châu Âu¹⁷, quyền không đưa ra bằng chứng chống lại bản thân hay quyền “không buộc tội mình” được ghi nhận trong Bộ luật tố tụng hình sự Pháp bằng luật ngày 15 tháng 6 năm 2000. Vì vậy, bất kỳ ai bị nghi ngờ đã phạm tội và bị cảnh sát giam giữ đều được thông báo rằng anh ta có quyền, đưa ra tuyên bố, trả lời các câu hỏi hoặc giữ im lặng. Quyền im lặng tương tự được công nhận khi bị cáo làm việc với Dự thẩm viên và Toà án xét xử. Cụ thể, quyền không buộc tội chính mình cho phép người bị buộc tội, người bị tình nghi, che giấu bất kỳ thông tin hoặc bất kỳ yếu tố nào có thể được sử dụng chống lại mình. Nói cách khác, cô không bắt buộc phải hợp tác với cơ quan thực thi pháp luật và cơ quan tư pháp.

¹³ Điều 321-6 Bộ luật hình sự.

¹⁴ Article 227-23 du Code pénal.

¹⁵ Cass. crim., 22 août 2018, n° 18-80431.

¹⁶ Article 14 § 3-g du Pacte International des Nations unies relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966 : « Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit en pleine égalité (...) à ne pas être forcée à témoigner contre soi-même ou à s'avouer coupable ».

¹⁷ CEDH, 25 février 1993, *Funke c/ France* : série A, n° 256-A.

17. Tồn tại logic khác trong vụ án dân sự, bởi vì các văn bản quy định rằng mỗi bên có nghĩa hỗ trợ trong việc tìm kiếm sự thật¹⁸. Do đó, theo nhiều tác giả, quyền im lặng và nói chung là không hợp tác là một đặc thù của tố tụng hình sự, gắn liền với nguyên tắc suy đoán vô tội.

Hội đồng Hiến pháp đã tạo ra mối hệ này khi cho rằng nguyên tắc này xuất phát từ Điều 9 của Tuyên ngôn Nhân quyền năm 1789. Theo đó không ai bắt buộc phải buộc tội mình, cho nên có quyền im lặng¹⁹.

Mối liên hệ giữa giả định vô tội và quyền không đóng góp cho lời buộc tội của chính mình cũng được ghi nhận trong Chỉ thị châu Âu ngày 9 tháng 3 năm 2016. Để tăng cường nguyên tắc suy đoán vô tội Chỉ thị này quy định rằng những người có liên quan đến tội phạm có quyền quyền giữ im lặng và không buộc tội chính mình và quy định rằng, việc thực thi các quyền này không được xem là căn cứ chống lại họ, cũng không được coi là bằng chứng cho thấy họ đã thực hiện hành vi phạm tội liên quan.

Do đó, quyền im lặng, được áp dụng trong luật pháp của Pháp trong tất cả các giai đoạn tố tụng hình sự dường như là một minh họa cụ thể cho nguyên tắc suy đoán vô tội, mà người hiểu có nhiều ý nghĩa về thủ tục. Ngoài câu hỏi về nghĩa vụ chứng minh, một lần nữa, giả định vô tội là lý do biện minh cho tình trạng tố tụng cụ thể của người bị buộc tội.

B. Suy đoán vô tội: biểu hiện của một tình trạng tố tụng

18. Vì người bị truy cứu hình sự được giả định là vô tội, nên các biện pháp và quyết định chống lại người này trong quá trình tố tụng không được thể hiện sẵn trước. Đây là lý do từ năm 1993, người ta không dùng thuật ngữ “buộc tội” (inculcation) mà thay bằng “khởi tố” (mise en examen). Thuật ngữ thứ hai mang tính trung lập hơn.

Nhưng sự cân trọng về mặt về ngôn từ này không gây hiểu nhầm.

biện pháp phòng ngừa thuật ngữ này không gây hiểu nhầm. Một người bị khởi tố khi có “dấu hiệu nghiêm túc hoặc phù hợp để tin rằng người này có thể đã tham gia với tư cách là người thực hành hoặc đồng phạm với anh ta khiến anh ta có thể đã tham gia, với tư cách là một tác giả hoặc đồng phạm vào hành vi phạm tội”²⁰. Làm sao có thể khẳng định một người vừa được giả định là vô tội nhưng lại có những dấu hiệu nghiêm trọng về hành vi phạm tội của người này? Có thể hiểu rằng, tố tụng hình sự được xây dựng trên một nghịch lý hoặc dựa trên sự cân bằng mong manh giữa nhu cầu hành động chống lại nghi phạm mà không xem người đó là thủ phạm. Sự cân bằng mong manh này dẫn tới những khó khăn khi

¹⁸ Article 10 du Code civil et article 11 du Code de procédure civile.

¹⁹ Conseil const. 4 novembre 2016, n° 2016-594 QPC – Conseil const. 30 mars 2018, n° 2018-696 QPC.

²⁰ Article 80-1 du Code de procédure pénale.

áp dụng các biện pháp cưỡng chế trước khi xét xử (1) hoặc biện minh cho một số quyết định của cơ quan tiến hành tố tụng (2).

1) Suy đoán vô tội và các biện pháp cưỡng chế

19. Các biện pháp tước đoạt tự do trước khi xét xử ngay từ đầu không tương thích với nguyên tắc suy đoán vô tội. Dễ thấy sự mâu thuẫn khi giam giữ một cá nhân lại vừa tuyên bố người này được giả định là vô tội. Người ta có thể trả lời rằng, giống như mọi nguyên tắc khác, suy đoán vô tội không mang tính tuyệt đối. Tuy nhiên, bằng cách xem xét ý nghĩa chính xác của suy đoán vô tội, cũng có thể cho rằng thủ tục hình sự của không được xây dựng dựa trên sự thiếu nhất quán

Một người được suy đoán là vô tội không có nghĩa là người này phải được đối xử như là “người vô tội” trong quá trình tố tụng hình sự. Nếu làm như thế, có lẽ không thể bắt giữ một cá nhân, tạm giữ hoặc tạm giam vì một người vô tội không thể bị tước đoạt tự do.

Được suy đoán vô tội có nghĩa là cho đến khi việc phạm tội được chứng minh, một người không thể bị “đối xử như một tội phạm”. Người phạm tội có thể bị tước đoạt tự do một cách hợp pháp. Trái lại, trong suốt thời gian tố tụng, người bị buộc tội về nguyên tắc phải được tự do, vì các biện pháp liên quan đến tước quyền tự do chỉ là ngoại lệ và được sử dụng khi thực sự cấp thiết. Ở đây, chúng ta tìm thấy ý nghĩa ban đầu của nguyên tắc suy đoán vô tội được ghi nhận trong Tuyên ngôn về quyền của con người năm 1789. Theo đó, nguyên tắc suy đoán vô tội đòi hỏi rằng một người bị nghi ngờ hoặc bị truy tố không thể tước đi sự tự do dựa vào cơ sở duy nhất là các nghi ngờ. Ngoài ra, các biện pháp cưỡng chế được áp dụng khi thực sự cần thiết.

20. Do đó, việc tạm giữ một người bị tình nghi chỉ đúng đắn về mặt pháp lý nếu biện pháp này là cách duy nhất để đạt được ít nhất một trong các mục tiêu được liệt kê trong Điều 62-2 của Bộ luật Tố tụng Hình sự: ví dụ như cho phép thực hiện các thẩm vấn liên quan đến sự tham gia của người bị tình nghi; đảm bảo việc trình bày của người đó trước công tố viên để công tố viên có thể đánh giá bước tiếp theo của điều tra” hoặc nhằm “nhấn chặn người này sửa đổi các chứng cứ hoặc manh mối vật chất”.

Tuy nhiên, sự thật là một số căn cứ khá rộng để áp dụng cho tất cả các tình huống (ví dụ để bảo đảm trình bày trước cơ quan công tố). Điều này làm cho tính chất ngoại lệ của việc tạm giữ chỉ mang tính tương đối.

21. Khi thông tin tư pháp được Dự thẩm viên (Thẩm phán điều tra) thụ lý và quy trình này có khả năng kéo dài trong vài tháng, hoặc thậm chí vài năm, tình trạng của người bị điều tra bị hạn chế hơn nhiều. Nguyên tắc được Bộ luật tố tụng hình sự nêu ra là “người bị khởi tố được suy đoán là vô tội, vẫn được tự do”²¹.

²¹ Điều 137 Bộ luật tố tụng hình sự Pháp.

Trong trường hợp cần thiết, nguyên tắc trên có thể có những ngoại lệ và người bị tình nghi có thể bị giám sát tư pháp hoặc bị cấm đi khỏi nơi cư ngụ kèm theo giám sát điện tử. Nếu các biện pháp trên đây không hữu hiệu, người bị khởi tố có thể bị tạm giam. Là một biện pháp bổ trợ, việc tạm giam chỉ có thể được áp dụng nếu thực sự cần thiết. Thẩm phán áp dụng biện pháp tạm giam phải chứng minh sự cần thiết dựa vào các yếu tố cụ thể và chi tiết của hồ sơ để cho thấy rằng tạm giam là phương tiện duy nhất để đạt được một hoặc nhiều mục tiêu được liệt kê tại Điều 144 của Bộ luật Tố tụng Hình sự. Ví dụ, tạm giam bị can để ngăn chặn việc áp lực đối với nhân chứng hoặc nạn nhân; ngăn chặn sự thông cung gian lận giữa người bị khởi tố và đồng phạm, thậm chí là để bảo vệ người bị khởi tố.

22. Mọi thứ đều được thực hiện để hạn chế việc giam giữ trước khi xét xử. Vì giam giữ thường được công luận cũng như người liên quan xem như là dấu hiệu của việc công nhận hành vi phạm tội. Tuy nhiên, về mặt pháp lý, việc bị tạm giam không phải là một hình phạt – hậu quả của hành vi phạm tội. Hơn nữa, các lý do dẫn đến việc quyết định tạm giam không được dùng để khẳng định một người có tội. Đây là điểm cho thấy nguyên tắc suy đoán vô tội chỉ mang tính tương đối.

2) Suy đoán vô tội và căn cứ của các quyết định của Tòa án

23. Quyết định tạm giam hoặc duy trì tạm giam một người trong khi chờ đợi phiên tòa xét xử phải được làm rõ căn cứ và sự thực sự cần thiết của biện pháp này. Do đó, Bộ luật Tố tụng hình sự yêu cầu thẩm phán lập luận cho quyết định tạm giam được đưa ra bằng cách nêu ra các căn cứ về mặt pháp luật và thực tế về sự yếu kém của các biện pháp giám sát tư pháp hoặc tại ngoại có giám sát điện tử, cũng như lý do của sự cần thiết phải tạm giam bằng cách dẫn chiếu tới các mục đích được Điều 144 BLTTHS liệt kê.

Lý do nêu ra phải cụ thể và dẫn chiếu tới các yếu tố của hồ sơ nhưng lý do đó không được thẩm phán dùng để đánh giá người bị tạm giam như là người phạm tội, vì như vậy vi phạm nguyên tắc suy đoán vô tội.

24. Nhiệm vụ này rất khó khăn vì chứng cứ và các sự việc được nêu trong hồ sơ tố tụng thể hiện sự can dự của người bị khởi tố trong việc thực hiện hành vi phạm tội²². Cũng chính những chứng cứ và sự việc này sẽ được tòa án xét xử đánh giá để đưa ra phán quyết về hành vi phạm tội.

Trong số những mục tiêu biện minh cho biện pháp tạm giam, bản thân một số mục tiêu đã xem nghi can như là chủ thể thực hiện hành vi phạm tội. Ví dụ như khi việc tạm giam được minh chứng bằng sự cần thiết phải “chấm dứt hành vi phạm tội hoặc để ngăn chặn sự tái diễn của hành vi này”²³. Nếu lập luận cho việc

²² Et la personne mise en examen est celle à l'encontre de qui il existe des « indices graves ou concordants » rendant vraisemblable sa participation à l'infraction.

²³ Article 144 du Code de procédure pénale.

tạm giam để đạt được mục tiêu này thì có nghĩa là đã thừa nhận người bị tạm giam là chủ thể thực hiện tội phạm. Cũng tương tự khi quyết định tạm giam để tránh sự thông cung giữa nghi can với các đồng phạm và người giups sức.

Do đó, nhiệm vụ này rất khó khăn và vì lý do này, Toà phá án Pháp vừa nhắc lại quy tắc cấm sử dụng căn cứ đưa ra các biện pháp ngăn chặn để buộc tội một người nhưng lại khá linh hoạt trong việc kiểm soát hoạt động tố tụng liên quan. Ví dụ, trong khuôn khổ cuộc điều tra mở về tội giết người không đạt và vượt ngục, việc tiếp tục tạm giam được lập luận bởi lý do là việc giám sát tư pháp không thể bảo đảm sự trình diện của cá nhân đó trước toà án, nhất là khi người này đã từng tổ chức bỏ trốn. Người này cho rằng lý do đó trái với suy đoán vô tội bởi vì người này đã nhận tội trong vụ việc vượt ngục. Toà phá án cho rằng các thẩm phán đã lập luận một cách phù hợp cho quyết định (tạm giam) của họ²⁴.

Ở đây một lần nữa, việc đưa ra giả định vô tội không nhất thiết đủ để đảm bảo sự tôn trọng nguyên tắc này và khoảng cách giữa quy tắc đã nêu và áp dụng thực tế của nó là quan trọng. Ngay cả khi các thẩm phán không tuyên bố rõ ràng rằng người phạm tội đã thực hiện hành vi bị cáo buộc, sự cẩn trọng về mặt thuật ngữ được sử dụng để tránh bất kỳ sự nhầm lẫn nào.

25. Sự sai lệch giữa quy định pháp lý và thực tế áp dụng lặp lại đối với các phán quyết được đưa ra khi chỉ phía nạn nhân kháng cáo bản án. Khi Toà đưa ra phán quyết trắng án thì chỉ bên Công tố mới có quyền kháng nghị, nạn nhân là bị đơn dân sự trong vụ án có thể kháng cáo dân sự lên Toà phúc thẩm để yêu cầu bồi thường. Nếu chỉ duy nhất bên bị đơn dân sự kháng cáo, Toà phúc thẩm chỉ thụ lý phần dân sự và không thể xem xét lại trách nhiệm hình sự của người bị đơn (dân sự). Tuy nhiên, để đưa ra phán quyết về yêu cầu bồi thường, Toà phúc thẩm phải phân tích các tình tiết của vụ việc để làm rõ lỗi (dưới góc độ dân sự) và thiệt hại do lỗi. Tất nhiên, việc Toà án công nhận tồn tại lỗi dựa trên các sự việc đã có có thể dẫn tới việc thừa nhận rằng bị đơn chính là thủ phạm của một hành vi phạm tội. Do đó, nếu bản án của Toà phúc thẩm chỉ đề cập đến quyền được bồi thường, thì các căn cứ (lý do) của bản án có thể thể hiện sự thừa nhận một hành vi phạm tội.

Về vấn đề này, nước Pháp đã bị Tòa án Nhân quyền châu Âu nhắc nhở vào năm 2012, cụ thể là yêu cầu làm rõ vấn đề vô tội²⁵. Theo Tòa án Châu Âu, khi thẩm phán ra phán quyết về trách nhiệm dân sự, thẩm phán không được lập luận để người khác nghĩ rằng thẩm phán xem bị đơn như là người có tội. Trong vụ việc này, khi Tòa án phúc thẩm giải quyết phần dân sự của vụ án đã ghi nhận rằng “các yếu tố cấu thành của tội lạm dụng tài sản doanh nghiệp đã được thể hiện rõ”.

²⁴ Cass. crim., 11 décembre 2018, n° 18-85.460.

²⁵ CEDH, 12 avril 2012, Lagardère c/ France, n° 18851/07

Kể từ đó, khi thẩm phán giải quyết các đơn khởi kiện bồi thường dân sự, họ không thể xác định các tình tiết nêu trong hồ sơ vụ án có cấu thành tội hình sự không. Do đó, họ phải cẩn trọng trong sử dụng thuật ngữ và lựa chọn từ ngữ để mô tả yếu tố lỗi dựa trên các sự kiện liên quan đến vụ việc hình sự đã được xét xử trước đó để không diễn đạt về hành vi phạm tội. Điều này rõ ràng làm phát sinh ra những phức tạp, rắc rối như ví dụ sau đây: Một người bị truy tố vì tội trộm cắp gây thiệt hại cho 02 công ty. Tòa án tuyên bố trắng án cho người này. 02 công ty nói trên kháng cáo lên cấp phúc thẩm với tư cách là nguyên đơn dân sự để đòi bồi thường. Tòa cấp phúc thẩm chấp nhận yêu cầu bồi thường của 02 công ty này dựa trên lỗi của bị đơn dân sự. Lỗi của người này (bị cáo trong vụ án hình sự trước đó) đã quên chuyển vào ngân hàng số tiền đến từ các kết của các cửa hàng mà 02 công ty này điều hành²⁶. Đối với Tòa phá án, suy đoán vô tội nhờ đó được bảo đảm vì bản án dân sự không đề cập đến vi phạm hình sự.

Đối với Tòa án giám đốc thẩm, sự suy đoán vô tội vì thế được bảo tồn vì không có liên quan đến tội lỗi hình sự. Tuy nhiên, sự bảo vệ này có vẻ tương đối giả tạo vì đó chỉ là một cách chơi chữ. Dĩ nhiên là diễn ngôn rất quan trọng và sự cẩn trọng đáng được thực hiện. Nhưng nếu trong ví dụ trên, từ “trộm cắp” không xuất hiện trong bản án thì việc mô tả khiến người ta hiểu ngay đó là hành vi trộm cắp.

26. Những minh họa này cho thấy việc áp dụng thực tế nguyên tắc suy đoán vô tội là khó khăn và thường tương phản với sự trang trọng của các văn bản pháp lý. Quy chế mang tính bảo vệ mà suy đoán vô tội tạo ra cho người bị truy cứu trách nhiệm hình sự tỏ ra mong manh trước sự cần thiết phải tiến hành tố tụng một cách có hiệu quả.

Nhưng việc bảo vệ sự suy đoán vô tội của các cá nhân phải vượt ra ngoài khuôn khổ thủ tục. Vì khi vi phạm nguyên tắc này bằng cách khẳng định một người có tội, thì cũng làm tổn hại danh dự và danh tiếng của người này. Do đó, tôn trọng sự suy đoán vô tội cũng là một yêu cầu thực chất được áp đặt cho tất cả mọi người. Theo nghĩa này, Bộ luật Dân sự Pháp công nhận rằng, mọi người đều có quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội.

II. Ý nghĩa về mặt nội dung của suy đoán vô tội

27. Theo điều 9-1 của Bộ luật Dân sự (được tạo ra bởi luật ngày 4 tháng 1 năm 1993), “mọi người đều có quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội. Trước khi có bất kỳ bản án nào, một người bị giới thiệu một cách công khai như là thủ phạm của những sự việc đang là đối tượng của một cuộc điều tra, thẩm phán có thể, thậm chí là bằng thủ tục khẩn cấp đưa ra các biện pháp như là chèn, chỉnh sửa hoặc phổ biến một thông cáo, nhằm chấm dứt hành vi xâm phạm suy đoán vô tội.

²⁶ Cass. crim. 24 juin 2014, n° 13-84478

Các biện pháp này được thực hiện bằng tiền của cá nhân, pháp nhân đã có hành vi xâm phạm đó’.

Bằng cách xử phạt hành vi “giới thiệu công khai một người như là thủ phạm” của một hành vi tội phạm trước khi có bản án có hiệu lực, nhà làm luật muốn cấm đoán các tuyên bố kết tội sớm và mọi hình thức phán xét của truyền thông. Không ngăn chặn tự do thông tin mà mục đích là ngăn chặn bất kỳ ai, đặc biệt là giới truyền thông tự cho mình quyền làm quan toà thay thế cho Toà án.

Tuy nhiên, ở đây không phải uy quyền của tư pháp được bảo vệ mà lợi ích riêng liên quan đến danh dự mà mọi người có thể hưởng. Hơn nữa, hành vi xâm phạm suy đoán vô tội chỉ có thể được cấu thành nếu một người cụ thể bị nhắm tới. Do đó, mục đích của Điều 9-1 của Bộ luật Dân sự là nhằm bảo vệ cá nhân trước sự xâm phạm nhân phẩm, và án lệ làm rõ mối liên hệ giữa việc buộc tội công khai với xâm phạm danh dự.

Nhưng Điều 9-1 Bộ luật Dân sự không có 2 chức năng đối với hành động phỉ báng vì nó không bảo vệ một thực tế, mà bảo vệ một giả định. Việc bảo vệ này được tiến hành cho tới khi Toà án đưa ra phán quyết cuối cùng. Không quan trọng người đó có thực sự có tội hay không, sự vô tội giả định này được bảo vệ cho đến khi có quyết định của tòa án.

Pháp luật của nước Pháp dường như cung cấp sự bảo vệ đầy đủ cho sự suy đoán vô tội, trong và ngoài địa hạt tư pháp. Tuy nhiên, thực tế hoàn toàn khác và tất cả các luật gia đều đồng ý rằng quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội không được tôn trọng nghiêm chỉnh và quyền này ngày càng ít được tôn trọng khi đối mặt với áp lực. truyền thông và mạng xã hội. Để hiểu điều này, chúng ta phải phân tích hệ quả của quyền tôn trọng đối với suy đoán vô tội (A) và các chế tài áp dụng trong trường hợp vi phạm (B).

A. Suy đoán vô tội với tư cách là quyền nhân thân

28. Khẳng định rằng mọi người đều có quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội là cần thiết nhưng không đủ. Cần phải xác định các đặc quyền xuất phát từ quyền này và những ai liên quan đến quyền này. Nói cách khác, cần xác định các chủ thể (1) và nội dung (2) của quyền Điều 9-1 của Bộ luật Dân sự ghi nhận

1) Các chủ thể của quyền được tôn trọng sự suy đoán vô tội

29. Phạm vi bảo vệ cá nhân rất rộng vì luật quy định là “mọi người” có nghĩa là mọi cá nhân đều có quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội. Việc lựa chọn một công thức chung như vậy có nghĩa là quyền này không chỉ được công nhận cho các cá nhân liên quan tố tụng hình sự. Tuy nhiên, đôi khi người ta giải thích rằng, vi phạm suy đoán vô tội bao gồm việc giới thiệu một người đang bị truy cứu trách nhiệm hình sự, đối tượng của một cuộc điều tra như là thủ phạm. Đây là một cách giải thích sai Điều 9-1 Bộ luật Dân sự. Điều 9-1 nhắm tới một người được giới thiệu một cách công khai như là thủ phạm của các hành vi đang là đối tượng của

điều tra”. Như vậy, các sự việc phải là đối tượng của một cuộc điều tra hay thẩm cứu tư pháp.

Đúng là trong thực tế, những người giới thiệu công khai như là thủ phạm thường là những người đã phải liên lụy đến tố tụng hình sự. Nhưng điều này không thay đổi thực tế rằng, từ quan điểm pháp lý, quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội được công nhận cho tất cả mọi người, kể cả những người bên ngoài các thủ tục tố tụng hình sự đang được tiến hành. Do đó, việc giới thiệu công khai một cá nhân như là tội phạm khi người này còn chưa bị truy tố sẽ xâm phạm tới quyền suy đoán vô tội mà người này được hưởng theo quy định của Điều 9-1 của Bộ luật Dân sự.

Do đó, quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội được công nhận cho mọi cá nhân và pháp nhân theo nghĩa này là một cấu thành của nhân thân. Đây là lý do mà quyền được tôn trọng về suy đoán vô tội được xem là một quyền nhân thân.

30. Việc xem nó là quyền nhân thân dẫn tới hệ quả là quyền suy đoán vô tội phải được mọi chủ thể khác tôn trọng.

Khi xây dựng điều 9-1 Bộ luật Dân sự, mục tiêu của các nhà làm luật là áp đặt sự tôn trọng đối với giả định vô tội đối với các nhà bình luận về thủ tục tố tụng hiện hành, đặc biệt là trên báo chí. Nhưng, trong trường hợp không có sự hạn chế về mặt pháp lý, quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội áp dụng cho bất kỳ chủ thể nào, dù là cá nhân riêng lẻ hay người của công chúng.

Trong đa số trường hợp, các hành vi vi phạm suy đoán vô tội được thực hiện bởi các cá nhân. Thường thì đó là các nhà báo. Nhưng một cá nhân sử dụng tiếng nói của phương tiện truyền thông hoặc bất kỳ phương tiện công khai nào khác cũng có thể có hành vi vi phạm quyền này. Điều thú vị là lưu ý rằng, không có sự miễn trừ vì lý do tư cách đặc biệt của tác giả đưa ra các bình luận. Chất lượng đặc biệt của tác giả của các bình luận. Cũng không có ngoại lệ cho dù tác giả của sự vi phạm suy đoán vô tội là một trong những nhân vật chính của vụ án hoặc nhận mình nạn nhân của hành vi phạm tội được xét xử²⁷. Ngoài phòng xử án, không có miễn trừ đối với các bình luận chống lại đối thủ.

Quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội cũng phải được tôn trọng bởi các nhân vật công chúng và đặc biệt hơn là các đại diện của Nhà nước. Chỉ thị của Liên minh châu Âu ngày 9 tháng 3 năm 2016 nhắc lại yêu cầu này. Theo các điều khoản của chỉ thị, các quốc gia thành viên phải thực hiện các biện pháp cần thiết để đảm bảo rằng các tuyên bố công khai của các cơ quan công quyền, cũng như các quyết định tư pháp, ngoài trừ những người tham gia xét xử, không giới thiệu một nghi

²⁷ Cour d'appel de Paris, 7 oct. 2003.

can hay một người bị truy tố như là thủ phạm khi hành vi phạm tội của người này chưa được chứng minh một cách hợp pháp.

31. Thừa nhận quyền tôn trọng suy đoán vô tội, một quyền nhân thân bất kỳ ai cũng được thụ hưởng và được mọi chủ thể khác tôn trọng, Điều 9-1 của Bộ luật Dân sự dường như đưa ra một sự bảo vệ rộng rãi. Tuy nhiên, việc phân tích nội dung của quyền này phần sẽ làm làm thay đổi nhận định trên.

3) Nội dung của quyền được tôn trọng về suy đoán vô tội

32. Khi luật ngày 4 tháng 1 năm 1993 ghi nhận quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội trong Bộ luật Dân sự, đã có không ít bình luận về quyền này. Trong các cuộc thảo luận tại quốc hội, có nghị sĩ đề xuất trừng phạt việc công bố tên hoặc bất kỳ yếu tố nhận dạng nào của một người bị truy tố hình sự. Đề xuất này có giá trị bảo vệ suy đoán vô tội rất cao, nhưng hạn chế quyền thông tin về các thủ tục đang tiến hành, về thủ tục hiện tại. Đề xuất này rốt cuộc bị từ chối.

Do đó, hoàn toàn có thể công bố danh tính của một người bị nghi ngờ hoặc bị truy tố, cũng như mô tả chi tiết các sự việc mà người này bị cáo buộc. Điều 9-1 của Bộ luật Dân sự nghiêm cấm “trình bày, giới thiệu một người như là thủ phạm của các vụ việc đang là đối tượng của điều tra và thẩm cứu”. Chúng ta nên hiểu quy định này như thế nào? Án lệ đã đưa ra câu trả lời thông qua rất nhiều các phán quyết đã được đưa ra trong những năm vừa ra, và qua đã cho phép xác định bản chất và tiêu chí đánh giá sự vi phạm quyền suy đoán vô tội. Tuy nhiên, ấn tượng chung rút ra từ các án lệ là việc vi phạm này rất khó để mô tả, điều này làm giảm đáng kể mức độ bảo vệ quyền tôn trọng suy đoán vô tội.

33. Toàn bộ hiệu quả của hệ thống bảo vệ phụ thuộc vào cách đánh giá cái gọi là “giới thiệu như là có tội”. Đối với án lệ, việc vi phạm suy đoán vô tội chỉ phát sinh nếu có "kết luận dứt khoát cho thấy tồn tại định kiến về sự có tội của một người". Công thức này hiện không đổi²⁸.

Cách giải thích này của án lệ mang tới cho nội dung của quyền suy đoán vô tội một tính chất hẹp. Nó không ngăn chặn bất kỳ sự ám chỉ nào về sự có tội có thể có và chỉ xử lý được những tuyên bố rất rõ ràng, cụ thể, không ám chỉ, mơ hồ. Nói cách khác, việc xâm phạm quyền tôn trọng suy đoán vô tội chỉ cấu thành nếu việc buộc tội được khẳng định một cách dứt khoát và làm nảy sinh sự tin chắc trong tâm trí của công chúng.

Ví dụ, việc tác giả của một cuốn sách liên tục trình bày người bạn đời của con gái mình là "kẻ giết người" và "kẻ sát nhân" trong khi quá trình tố tụng đang

²⁸ Cass. ass. plén., 21 décembre 2006.

được tiến hành, tạo thành sự khẳng định một niềm tin về việc có tội, xâm phạm tới suy đoán vô tội²⁹.

Tương tự như vậy, việc một bài báo chí đã đề cập rõ ràng từ "có tội" được gắn vào tên của bị cáo (trong trường hợp này là một thẩm phán bị truy tố vì tội trộm cắp thẻ tín dụng), không kèm theo bất kỳ yếu tố gỡ tội nào, cũng không sử dụng thể điều kiện, cấu tạo vi phạm suy đoán vô tội vì toàn bộ bài viết khiến độc giả cho rằng cá nhân đó có tội³⁰.

34. Mặt khác, những nhận xét mà từ đó chỉ có một “án tượng cho thấy sự phạm tội” được chấp nhận vì những nhận xét này không chứa đựng một sự khẳng định chắc chắn về hành vi phạm tội³¹.

Vì vậy, không cần nêu lên tính có tội căn cứ vào các yếu tố khách quan của quá trình tố tụng. Do đó, án lệ chấp nhận các lời lẽ khách quan chỉ mô tả các sự kiện vật chất hoặc các hành vi tố tụng như việc tạm giữ hay tạm giam. Do vậy, sẽ không cấu thành tội xâm phạm suy đoán vô tội, nếu bài báo chí đề cập rằng một cá nhân được xác định "sẽ phải trả lời về tội áu dâm" vì nó chỉ nêu cụ thể tên gọi của hành vi bị truy tố mà không đưa ra định kiến về thủ phạm.

Cũng không cần nêu ra các thủ phạm tiềm năng kèm sự nghi ngờ về điều này. Cụ thể, việc sử dụng bảo lưu trong bài phát biểu thì sẽ không xâm phạm quyền suy đoán vô tội, với điều kiện không có sự khẳng định rõ ràng về người phạm tội. Án lệ đánh giá đồng thời cả nội dung lẫn hình thức của các lời lẽ bị kiện.

Việc sử dụng dấu ngoặc kép để trích dẫn các tuyên bố và sử dụng thể điều kiện được khuyến nghị.

Việc sử dụng dấu ngoặc kép để trích dẫn báo cáo và sử dụng thường xuyên các điều kiện được khuyến khích mạnh mẽ. Để tránh bất kỳ sự trừng phạt nào, báo chí thường sử dụng thuật ngữ “kẻ giết người giả định”, “kẻ hiếp dâm suy đoán” hay chung hơn là “kẻ phạm tội suy đoán” Những công thức ngôn ngữ này thể hiện sự cẩn trọng về ngôn từ và cách viết và thường xuyên bị chỉ trích vì làm sai lệch ý nghĩa của giả định. Tuy nhiên, án lệ chấp nhận những lạm dụng ngôn ngữ này, điều này dẫn đến việc chúng ta nói rằng quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội có trong thực tế có một phạm vi rất tương đối.

35. Ngoài phạm vi truyền thông báo chí, người ta có thể tưởng tượng ra những giả thuyết khác giống như một sự buộc tội của tội lỗi trước khi phán xét. Ví dụ, có nên xem xét rằng có vi phạm quyền suy đoán vô tội khi một nhân viên bị sa thải dựa trên các sự kiện là đối tượng của một cuộc điều tra hình sự? Tòa

²⁹ Cour d'appel de Paris, 7 octobre 2003

³⁰ Cass. civ. 1^{er}, 20 mars 2007.

³¹ La position du droit français est plutôt en accord avec la ligne suivie par la Cour européenne des droits de l'homme qui établit une distinction entre les déclarations qui reflètent le sentiment que la personne est coupable et celles qui se bornent à décrire un état de suspicion. Seules les premières violent la présomption d'innocence (Voir par exemple, CEDH 15 oct. 2013, Gutsanovi C/ Bulgarie).

phá án cho rằng, đây không phải là trường hợp xâm phạm quyền suy đoán vô tội, vì quyền suy đoán vô tội không cấm người sử dụng lao động dựa vào những sự việc mà người này biết để đưa ra chế tài kỷ luật, dù quy trình tố tụng hình sự đang được tiến hành liên quan đến cùng một sự việc³².

Lập luận tương tự được áp dụng với tư cách là một biện pháp bảo vệ. Ví dụ, việc đình chỉ tạm thời của một luật sư bị khởi tố vì giúp đỡ người nhập cư bất hợp pháp không bị xem là vi phạm giả định vô tội³³.

36. Như vậy, chúng ta có thể hiểu với một vài ví dụ rằng việc xâm phạm quyền tôn trọng suy đoán vô tội vẫn còn khó để mô tả trong thực tế. Án lệ xác định một nội dung hẹp bằng cách đòi hỏi phải có các kết luận dứt khoát để quy kết một người có. Giá trị được bảo vệ ở đây là suy đoán vô tội và rộng hơn là danh như vậy chỉ ở một mức độ tương đối. Ở đây chúng ta thấy được dấu hiệu của sự yếu kém, thậm chí là không hiệu quả của quyền được Bộ luật Dân sự thừa nhận. Tuy nhiên, khi vi phạm quyền này kết luận cơ chế xử phạt có thể được kích hoạt. Nhưng hệ thống này cũng tỏ ra không đầy đủ

B. Chế tài đối với hành vi vi phạm quyền được tôn trọng sự suy đoán vô tội

37. Điều 9-1 của Bộ luật Dân sự quy định rõ ràng về các biện pháp để đảm bảo quyền suy đoán vô tội ở phương diện dân sự. Tuy nhiên, trong hệ thống pháp luật của Pháp có những quy định chuyên biệt cho phép bảo vệ danh tiếng của cá nhân khi thủ tục tố tụng đang được tiến hành. Như vậy, tồn tại cơ chế bảo vệ kép, cả dân sự (1) lẫn hình sự (2)

1) Bảo vệ bằng biện pháp dân sự

38. Theo Điều 9-1 Bộ luật Dân sự, khi hành vi xâm phạm quyền được tôn trọng về suy đoán vô tội được cấu thành, thẩm phán có thể, bằng thủ tục khẩn cấp, đưa ra mọi biện pháp cần thiết, chẳng hạn như chèn một cải chính hoặc phổ biến một thông cáo báo chí, nhằm mục đích chấm dứt hành vi xâm phạm giả định vô tội. Điều luật này cũng nhắc lại khả năng đòi bồi thường thiệt hại nhưng trên hết là nhấn mạnh các biện pháp nhằm chấm dứt hành vi vi phạm.

39. Theo các điều khoản của Điều 9-1 của Bộ luật Dân sự, hành động chấm dứt hành vi xâm phạm trước tiên có thể bao gồm trong việc yêu cầu chèn một cải chính. Các thẩm phán xác định hình thức mà cải chính này phải thực hiện và đảm bảo thực hiện đúng. Hiệu quả của biện pháp và tác động của việc cải chính đối với dư luận đòi hỏi việc này thực hiện nhanh chóng. Đây là lý do để yêu cầu theo thủ tục khẩn cấp.

³² Cass. soc. 13 décembre 2017, n° 16-17.194.

³³ Cass. civ. 1^{er}, 13 novembre 2014.

Trong trường hợp vi phạm, cũng có thể yêu cầu phổ biến thông cáo tư pháp trên bất kỳ loại phương tiện nào. Cụ thể, thông cáo này nhằm nhắc nhở công chúng rằng người có liên quan được cho là vô tội cho đến khi hành vi phạm tội được chứng minh rõ ràng. Việc đưa ra thông cáo này cũng có thể được yêu cầu theo thủ tục rút gọn khi sự nhanh chóng của nó đảm bảo hiệu quả. Trong trường hợp một tác phẩm trong đó một số đoạn nhất định vi phạm nguyên tắc suy đoán vô tội (người này liên tục được mô tả là "sát thủ" và "kẻ giết người"), các thẩm phán có thể buộc tội nhà xuất bản có nghĩa vụ nhắc nhở người đọc về nguyên tắc suy đoán vô tội bằng cách chèn nội dung đó trong các bản in đang lưu kho cũng như cho các lần in mới.

Người ta có thể đặt câu hỏi về tác động của các biện pháp đó đối với tâm trí công chúng và khả năng thực sự chấm dứt hành vi xâm phạm sự suy đoán vô tội. Ở đây, cần nhắc rằng, nội dung của tác phẩm trong nhiều trang có thể khẳng định một cách cụ thể và chi tiết hành vi phạm tội của một cá nhân, Thật khó để nói rằng biện pháp cải chính như vậy thực sự chấm dứt vi phạm.

40. Nếu hiệu quả của việc điều chỉnh hoặc công bố thông cáo báo chí có vẻ rất tương đối, thẩm phán luôn có thể đưa ra “bất kỳ biện pháp nào khác” bằng thủ tục khẩn cấp. Trong số các biện pháp mà thẩm phán có thể đưa ra, có thể kể ra như tịch thu hoặc cấm xuất bản, cũng như lệnh cấm chiếu phim Các biện pháp này đôi khi được nạn nhân yêu cầu nhưng ít khi được Tòa án chấp nhận và chúng bị xem như là hành vi kiểm duyệt.

Các thẩm phán phải giới hạn các quyết định của mình đối với các biện pháp thực sự cần thiết để chấm dứt hành vi xâm phạm, mà để không can thiệp một cách không tương xứng vào quyền tự do ngôn luận. Thường thì thẩm phán lựa chọn biện pháp đục bỏ hoặc sửa đổi một số điểm trong tác phẩm gây tranh cãi hơn là cấm xuất bản.

Ví dụ, trong trường hợp vi phạm suy đoán vô tội liên quan đến lời của một bài hát, biện pháp được xem là bất tương xứng là yêu cầu dừng bán album, thẩm phán sẽ lựa chọn ra lệnh loại bỏ đoạn bài hát gây tranh cãi³⁴.

41. Ngoài các hành động chấm dứt hành vi xâm phạm, nạn nhân cũng có thể yêu cầu bồi thường thiệt hại. Tính độc đáo của hệ thống bồi thường nằm ở sự độc lập của nó đối với luật chung về trách nhiệm dân sự. Rõ ràng, nạn nhân của một hành vi xâm phạm suy đoán vô tội không nên hành động trên cơ sở các quy định về trách nhiệm dân sự do lỗi. Trong trường hợp vi phạm quyền được tôn trọng sự suy đoán vô tội, cơ chế trách nhiệm pháp lý không dựa trên lỗi được áp dụng vì

³⁴ TGI Paris, ord. réf., 2 mai 2006.

thâm phán không đánh giá hành vi của người có vi phạm. Điều 9-1 nhằm mục đích trừng phạt một "hành vi xâm phạm khách quan đối với quyền nhân thân".

4) Bảo vệ nguyên tắc suy đoán vô tội bằng luật hình sự

42. Điều kỳ lạ là dù nguyên tắc suy đoán vô tội có tầm quan trọng lớn lao trong lĩnh vực hình sự, nhưng không có quy định riêng trong BLHS trừng phạt hành vi vi phạm suy đoán vô tội. Nói cách khác, xâm phạm quyền suy đoán vô tội của người khác không phải là tội phạm. Tuy nhiên, có nhiều quy định có tính chất hình sự bảo vệ nguyên tắc suy đoán vô tội một cách gián tiếp.

43. Một ví dụ là việc cấm ghi âm thanh hoặc hình ảnh của phiên tòa. Đối với Hội đồng Hiến pháp, lệnh cấm này được chứng minh bằng mục tiêu quản lý tốt Tòa án và bảo đảm nguyên tắc suy đoán vô tội³⁵.

Một minh họa khác rõ ràng hơn là quy định của Điều 803 của Bộ luật Tố tụng hình sự nhằm hạn chế tầm nhìn của việc đeo còng tay. Khi một người bị còng tay, tất cả các biện pháp cần thiết phải được thực hiện, trong các điều kiện tương thích với các yêu cầu bảo mật, để ngăn người này khỏi bị chụp ảnh hoặc quay phim. Thông tư đưa quy định này vào Bộ luật tố tụng hình sự (năm 2000), nêu rõ rằng mục tiêu của quy định này là bảo vệ sự giả định vô tội và danh tiếng của người này. Như vậy, chúng ta có thể diễn giải thông tư này, theo đó nếu nghĩa vụ này liên quan đến những người bị kết án thì nó cũng phải được áp dụng với sự cảnh giác đặc biệt có lợi cho những người bị nghi ngờ hoặc bị truy tố nhưng không bị kết án và do đó được hưởng lợi từ sự suy đoán vô tội".

44. Trong khi các biện pháp phòng ngừa phải được thực hiện bởi các cơ quan cảnh sát để ngăn chặn một người bị quay phim hoặc chụp ảnh bằng còng tay, phổ biến hình ảnh của một người bị còng tay có thể bị truy cứu trách nhiệm hình sự và chịu mức phạt 15.000 euros³⁶. Chính xác hơn, hành vi phạm tội được cấu thành bởi "việc phổ biến, mà không có sự đồng ý, hình ảnh của một người được xác định hoặc nhận dạng có liên quan đến tố tụng hình sự nhưng không phải là đối tượng của một bản án kết tội và cho thấy người này đang đeo còng tay hoặc xiềng xích, hoặc anh ta bị giam trong phiên tòa trước khi xét xử. Như vậy, cá nhân ít nhất phải được nhận dạng, đó là trường hợp khi một bức ảnh cho thấy một người nổi tiếng bị còng tay khi họ che giấu mặt dưới áo khoác.

Mặt khác, không nhất thiết phải nhìn thấy rõ còng tay trên màn hình hoặc trong ảnh chụp miễn là hình ảnh tạo ra suy luận rằng người này bị còng tay. Đối với án lệ, sự không rõ ràng trên ảnh có thể là kết quả từ thực tế là tay của người đó được giấu dưới áo khoác và được giữ bởi một hiến binh. Hành vi phạm tội cũng được cấu thành khi hình ảnh cho thấy một người đi bên cạnh một người hiến binh hoặc ra khỏi xe và vùng xung quanh tay đã được làm mờ.

³⁵ Conseil const. 6 décembre 2019, n° 2019-817 QPC.

³⁶ Article 35 ter-I de la loi du 29 juillet 1881.

Ở đây, không phải việc tiết lộ một hành vi tố tụng bị xử phạt, mà là việc phổ biến trái phép hình ảnh có khả năng làm tổn hại danh dự của một người, có liên quan đến vụ việc, nhưng chưa bị kết án. Các điều kiện văn bản đề ra cho thấy rõ ràng rằng nguyên tắc suy đoán vô tội được bảo vệ. Bởi vì, một mặt hành vi vi phạm gắn liền với sự phổ biến công khai, mặt khác việc phổ biến chỉ bị cấm khi thủ tục tố tụng đang được tiến hành và sẽ việc cấm sẽ dỡ bỏ kể từ thời điểm phán quyết kết tội được đưa ra.

Cuối cùng, cần lưu ý rằng thủ tục tố tụng đang diễn ra này có thể được thực hiện ở Pháp hoặc nước ngoài. Vì vậy, nếu bức ảnh được chụp ở nước ngoài kể từ khi nó được phổ biến ở Pháp thì vẫn vi phạm pháp luật. Sự bảo vệ bằng công cụ hình sự này có vẻ nghiêm ngặt nhưng rất hiếm khi được áp dụng trên thực tế. Các phương tiện truyền thông thường xuyên phổ biến hình ảnh của những người bị công tay, mà không phát sinh thủ tục pháp lý. Việc bảo vệ rõ ràng là không hiệu quả.

45. Cuối cùng, trong luật pháp của Pháp, đọc các văn bản cho thấy rằng nguyên tắc suy đoán vô tội cơ bản là được bảo vệ. Suy đoán vô tội là một nguyên tắc có giá trị hiến định và nó tạo thành một nguyên tắc cơ bản của của tố tụng hình sự. Suy đoán vô tội cung cấp cho người bị buộc tội đảm bảo tố tụng quan trọng. Hành động của cảnh sát và cơ quan tư pháp nhất thiết phải được tiến hành với sự tôn trọng nguyên tắc, ngay cả khi sự cân bằng đôi khi khó tìm thấy. Mặt khác, bên ngoài phạm vi tư pháp, việc bảo vệ danh tiếng của mọi người thông qua việc công nhận quyền tôn trọng sự suy đoán vô tội có vẻ rất yếu. Trong những năm gần đây, áp lực truyền thông và tầm quan trọng đáng kể của các mạng xã hội (ví dụ điển hình là phong trào #metoo) trong việc xử lý các vụ việc đang diễn ra đã làm suy yếu thêm quyền bảo đảm suy đoán vô tội. Suy đoán vô tội chưa bao giờ là thành lũy hữu hiệu chống lại sự lạm dụng quyền tự do ngôn luận.